

Le « New Deal » pour l'énergie en Afrique

Un partenariat révolutionnaire pour éclairer et électrifier le continent d'ici à 2025

PROGRES SUR LA MISE EN OEUVRE







Message du Président

Dr. **Akinwumi Adesina**, Président, Banque africaine de développement. 2016 a été une année marquante pour le “New Deal” sur l’énergie, le partenariat révolutionnaire pour éclairer et électrifier l’Afrique d’ici 2025.

Je suis satisfait des progrès accomplis jusque-là. Je tiens à remercier nos chefs d’État et de gouvernement, nos Conseils des gouverneurs et Conseils d’administration de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement, y compris tous les administrateurs et leurs conseillers pour l’appui phénoménal qu’ils ont accordé au “New Deal” sur l’énergie pour l’Afrique.

Je tiens aussi à remercier le personnel de la Banque africaine de développement, nos partenaires institutionnels et les parties prenantes du monde entier pour le travail acharné et l’engagement de développer ensemble la stratégie du “New Deal” et les plans de mise en œuvre.

Nous avons engagé 12 milliards de dollars américains entre 2016 et 2020 et prévoyons mobiliser 45 à 50 milliards de dollars américains en cofinancement pour des projets d’énergie en Afrique au cours de cette période.

Le plan est clairement établi, la volonté politique est maintenant assurée par nos dirigeants. Ce qu’il nous reste maintenant à faire, c’est de travailler ensemble pour accroître de manière significative le portefeuille de projets bancables pour attirer les financements nécessaires en vue d’accélérer l’accès universel aux services énergétiques en Afrique. Sans un accès universel à l’énergie, les Objectifs de développement durable et l’Accord de la COP 21 ne seront pas atteints en Afrique.

«Soyons ensemble, investissons ensemble et travaillons ensemble pour éclairer et alimenter l’Afrique en énergie».



Qu'est-ce que le “New Deal” sur l'énergie pour Afrique?

Le “New Deal” est un effort de partenariat motivé par l'objectif ambitieux d'assurer l'accès universel à l'électricité sur le continent africain d'ici à 2025. Pour y parvenir, la Banque africaine de développement a travaillé de concert avec les pouvoirs publics, le secteur privé et les organismes bilatéraux et multilatéraux du secteur de l'énergie, afin de mettre en place un Partenariat sur l'énergie pour l'Afrique qui soit révolutionnaire – une plate-forme de partenariats public-privé pour des financements innovants du secteur de l'énergie en Afrique.

Le “New Deal” sur l'énergie pour Afrique contribue à fédérer toutes les initiatives qui visent à atteindre les objectifs liés à l'accès universel à l'énergie en Afrique. Il s'appuie sur cinq principes clés : i) aiguïser l'aspiration à résoudre les défis énergétiques de l'Afrique ; ii) instaurer un Partenariat révolutionnaire sur l'énergie pour l'Afrique ; iii) mobiliser des capitaux nationaux et internationaux pour des financements novateurs dans le secteur de l'énergie en Afrique ; iv) aider les gouvernements des pays africains à renforcer leurs politiques énergétiques, la réglementation et la gouvernance du secteur ; et v) accroître les investissements de la Banque africaine de développement dans l'énergie et le financement de la lutte contre les changements climatiques.

Pourquoi le “New Deal” ?

Plus de 645 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité. La consommation d'énergie par habitant en Afrique subsaharienne est la plus faible de tous les continents, estimée actuellement à 181 kWh par an, par rapport à 6 500 kWh en Europe et 13 000 kWh aux États-Unis. Les goulots d'étranglement du secteur de l'énergie et les pénuries d'électricité coûteraient à l'Afrique quelque 2 à 4 % de son PIB par an, selon les estimations, altérant ainsi la croissance économique, la création d'emplois et les investissements. En Tanzanie et au Ghana, les entreprises perdent 15 % de leur chiffre d'affaires à cause des pannes de courant. Ces dernières années, la croissance économique de l'Afrique du Sud a été mise à mal par de graves contraintes liées aux capacités de production d'électricité limitées ainsi que par de fréquents délestages.

Quelque 600 000 Africains (des femmes et des enfants pour la plupart) meurent chaque année du fait de la pollution de l'air domestique associée à l'usage de bois de chauffage pour la cuisson. Les enfants ont de moins bons résultats à cause du manque d'électricité, 90 % des écoles primaires en étant dépourvues en Afrique. Dans les hôpitaux du continent, des vies sont en danger parce que le matériel et les services vitaux demeurent inutilisés, faute d'électricité.

Pourtant, l'Afrique est riche en ressources énergétiques. Le continent dispose de plus de 10 TW de potentiel solaire, 350 GW d'hydroélectricité, 110 GW d'éolien, et un surcroît de 15 GW de potentiel géothermique. Cela n'inclue pas le charbon et le gaz, qui peuvent toujours lui fournir son électricité la moins chère.

L'Afrique ne saurait répondre aux besoins en électricité de ses foyers et ses entreprises à moins de libérer son formidable potentiel en énergies renouvelables en le conjuguant à l'énergie conventionnelle pour s'éclairer et s'électrifier. L'énergie est le moteur qui fait tourner les économies.

S'il existe un certain nombre de programmes et de projets (et encore davantage émergent), l'insuffisance de financements adéquats et innovants, ainsi que l'absence de projets bancables, de cadres stratégiques et réglementaires appropriés, d'incitations en matière tarifaire et de coordination, limitent sérieusement la portée et la vitesse à laquelle l'électricité est fournie sur le continent.

Que vise à atteindre le “New Deal”?

Pour atteindre l'objectif de fournir l'accès à l'énergie à environ 645 millions de personnes et fournir de l'électricité aux commerces et services, l'Afrique doit atteindre quatre (4) cibles :

- Augmenter la production sur le réseau pour ajouter 160 GW de capacité nouvelle d'ici 2025 ;
- Augmenter la transmission sur le réseau et les connexions au réseau qui créeront 130 millions de nouvelles connexions d'ici 2025, soit 160% de plus qu'aujourd'hui ;
- Augmenter la production hors réseau pour ajouter 75 millions de connexions d'ici 2025, soit 20 fois ce que nous avons aujourd'hui ;
- Accroître l'accès à l'énergie de cuisson propre pour environ 130 millions de foyers.



Sur quoi est fondé le “New Deal” ?

Le « New Deal » repose sur cinq principes étroitement liés et qui se renforcent mutuellement :

1. Nourrir l'aspiration à résoudre les problèmes d'électricité de l'Afrique

Le « New Deal » invite les partenaires à rehausser leurs aspirations et à mobiliser tant la volonté politique qu'un soutien financier pour faire face aux défis énergétiques du continent. Il s'agit là d'un préalable à l'atteinte des Objectifs de développement durable des Nations unies ratifiés à New York en septembre 2015, mais aussi à la mise en œuvre de l'accord mondial sur le changement climatique conclu lors de la COP21 des Nations unies qui s'est tenue à Paris en décembre 2015.

2. Mettre en place un Partenariat révolutionnaire sur l'énergie pour l'Afrique

Le « New Deal » est en train d'être mis en œuvre à travers un partenariat conçu pour créer une plate-forme de coordination de l'action des partenaires (publics et privés) et de financements innovants. Ce partenariat libérera le potentiel énergétique de l'Afrique et favorisera, in fine, une transition vers un avenir énergétique à faible émission de carbone. Il aidera à réduire le double emploi et à mettre en commun les ressources, afin de réaliser des économies d'échelle dans les investissements destinés à l'énergie en Afrique.

3. Mobiliser des capitaux nationaux et internationaux pour des financements innovants du secteur de l'énergie en Afrique

Pour parvenir à un accès universel d'ici 2025, des mécanismes novateurs sont requis pour mobiliser 30 à 55 milliards de dollars américains de capitaux domestiques et internationaux supplémentaires. C'est une hausse substantielle par rapport aux 22,5 milliards

de dollars américains investis dans le secteur en 2015. Atteindre un tel niveau de financement dans le secteur exige que toutes les parties prenantes – publiques et privées – agissent ensemble pour créer les conditions propices aux flux financiers, développer des projets bancables, réformer les services d'utilité publique et améliorer les capacités d'absorption des pays africains.

4. Aider les pays africains à renforcer leurs politiques, leurs réglementations et leur gouvernance sectorielle en matière d'énergie

Le “New Deal” s'appuie sur les investissements de la Banque dans les infrastructures «immatérielles» des gouvernements et institutions nationaux – et les accroît – pour renforcer les politiques, les réglementations, les systèmes d'incitation, les réformes sectorielles, la gouvernance des entreprises, la transparence et la responsabilité dans le secteur énergétique.

5. Accroître les investissements de la Banque africaine de développement dans l'énergie et les financements de la lutte contre le changement climatique

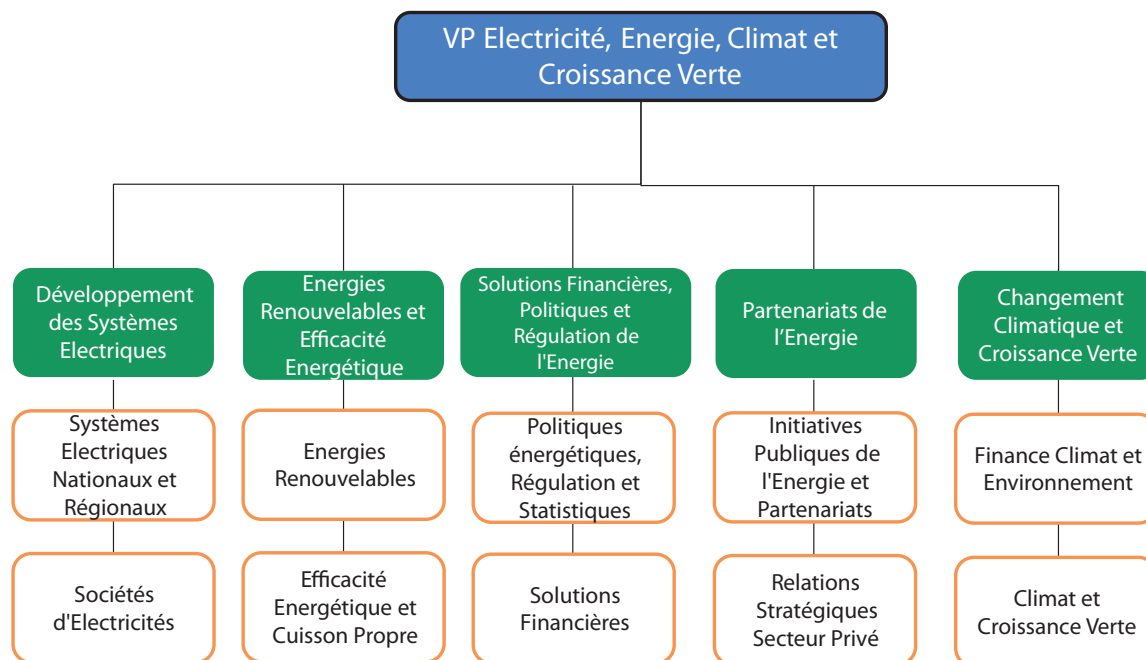
Ces cinq dernières années, la Banque africaine de développement a investi quelque 6 milliards de dollars américains dans le secteur de l'énergie. Dans le cadre du New Deal, elle va intensifier ses investissements afin d'offrir des financements et des garanties, des cofinancements et de la syndication. Entre 2016 et 2020, la Banque va investir quelque 12 milliards de dollars américains et mobiliser près de 50 milliards de dollars de financements publics et privés en faveur d'investissements dans le secteur de l'énergie. En outre, elle va tripler ses financements climatiques, en les portant à quelque 5 milliards de dollars américains par an à l'horizon 2020, et mobiliser autour de 20 milliards de dollars d'investissements privés et publics au titre d'actions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Comment fonctionne le “New Deal” ?

Progrès réalisé, de septembre 2015 à janvier 2017

Innovation institutionnelle pour réaliser les objectifs du “New Deal” – La Banque africaine de développement a mis en place une vice-présidence

sur l'électricité, l'énergie, le changement climatique et la croissance verte constituée d'experts internationaux en charge des questions d'énergie, de changement climatique et de croissance verte, en vue de l'atteinte des objectifs du “New Deal”. La BAD est la première banque multilatérale de développement à procéder de la sorte, en se positionnant pour conduire la transformation énergétique de l'Afrique. Cinq Directions ont été créées sous la Vice-Présidence.



Dates-clés

1. **Septembre 2015** : Première réunion consultative de haut niveau avec les acteurs en charge des questions énergétiques, en vue de préparer ensemble le "New Deal".
2. **Janvier 2016** : Nomination du Conseiller principal du Président en charge de la croissance inclusive et verte: stratégies, politiques et mise en œuvre pour conseiller et guider la mise en œuvre des stratégies et activités au niveau de la Banque.
3. **Janvier 2016** : Annonce du "New Deal" et lancement du partenariat révolutionnaire sur l'énergie en Afrique au Forum économique mondial à Davos, avec l'appui de la BAD, des chefs d'Etats africains, d'éminentes personnalités et des partenaires.
4. **Mai 2016** : La stratégie du "New Deal" a été approuvée par le Conseil d'administration de la BAD, avec l'objectif de déployer 12 milliards de dollars américains et lever 45 à 50 milliards de dollars supplémentaires d'ici 2020.
5. **Aout 2016** : Nomination du Coordinateur de l'Unité indépendante de mise en œuvre de l'Initiative africaine sur les énergies renouvelables
6. **Septembre 2016** : Mise en place d'une équipe présidentielle pour la mise en œuvre accélérée du "New Deal".
7. **Novembre 2016**: Mise en place du Complexe sur l'électricité, l'énergie, le changement climatique et la croissance verte pour la mise en œuvre du "New Deal" par le conseil d'administration.
8. **Novembre 2016**: Nomination du Vice-président en charge de l'électricité, l'énergie, le changement climatique et la croissance verte, pour conduire le Complexe sur l'électricité, l'énergie, le changement climatique et la croissance verte.
9. **Décembre 2016** : Etablissement du fond « Facility for Energy Inclusion » de 500 millions d'USD avec une contribution initiale de la BAD de 100 millions d'USD ciblant des projets de production indépendante d'énergie renouvelable de petite échelle et des solutions hors-réseau et mini-réseaux.
10. **Janvier 2017** : Recrutement des directeurs pour les 5 départements du complexe sur l'électricité, l'énergie, le changement climatique et la croissance verte, en vue de conduire des actions spécifiques sur le développement : (i) des systèmes électriques ; (ii) les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ; (iii) les solutions financières, de la politique et de la régulation de l'énergie ; (iv) les partenariats en matière d'énergie ; et (v) le changement climatique et la croissance verte.

Janvier – Décembre 2016
Réunion consultative et dialogue de haut niveau pour susciter l'engagement politique au niveau des chefs d'État et de gouvernement

Janvier — Décembre 2016

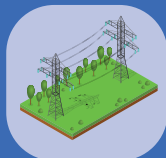
29 opérations du secteur d'énergie ont été approuvées avec un montant de 1.7 milliards de dollars américains portant sur :



546 MW de capacité nouvelle installée dont 526 MW provenant des sources d'énergies renouvelables



300 000 compteurs prépayés à installer



21 264 km de lignes de distribution



Plus de 1 600 emplois créés



641 km de lignes de transmission et sous-stations associées



800 salariés formés, et



7 800 unités d'éclairage public



700 000 tonnes de CO2 évitées.



688 950 nouveaux ménages / commerces ayant accès à l'électricité

Des opérations d'appui aux politiques pour la réforme du secteur énergétique ont commencé dans 5 pays.

Au courant de l'année 2016, les investissements de la Banque dans le secteur énergétique (public et privé) ont permis de lever 1.4 milliards de dollars américains en financement additionnel, dont 57 millions des financements extérieurs véhiculés à travers la Banque (par exemple, les fonds fiduciaires administrés par la Banque, les arrangements de co-financement, les instruments de la finance climatique) et 1.36 milliards de dollars américains pour d'autres co-financements extérieurs (y compris 965 millions de dollars américains sous forme de syndication pour Eskom, en plus d'autres co-financements publics et privés ainsi que des financements sous forme de contrepartie des pays bénéficiaires).

Prochaines étapes

La Banque africaine de développement s'est engagée à consacrer 12 milliards de dollars de ses ressources à la mise en œuvre du "New Deal" d'ici 2020 et à mobiliser entre 45 et 50 milliards de dollars.

- Plus de 50 opportunités (publiques et privées) dans le secteur de l'énergie existent dans le portefeuille actuel de projets pour l'année 2017, s'élevant à environ 5 milliards de dollars en potentiel financement de la Banque. La Banque investira ses propres ressources jusqu'à 2 milliards de dollars dans le secteur en 2017 et nous nous attendons à ce qu'un fort accent soit mis sur les opérations du

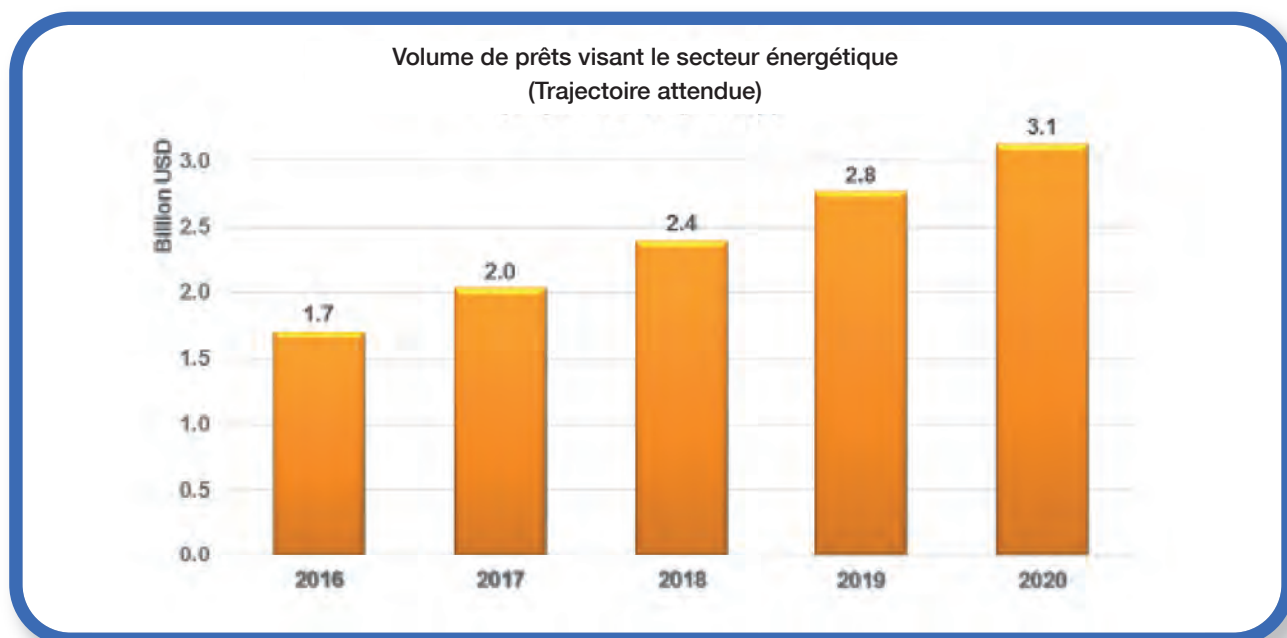
secteur privé servant de levier important pour attirer un montant supplémentaire de 5 à 7 milliards de dollars.

- La Banque cherchera à déployer des instruments de financement innovants lancera l'initiative « Off-grid Revolution »

En termes de résultats, nous prévoyons approuver en 2017 des projets qui contribueront à:

- 2 GW de puissance.
- 2 500 km de lignes de transmission dont des interconnexions régionales.
- 1 250 km de lignes de distribution.
- 500 000 systèmes solaires domestiques.

Croissance soutenue des approbations attendues en vue d'atteindre la cible de 12 milliards de dollars américains de financement de la Banque entre 2016 et 2020.



L'équipe



Amadou HOTT, Vice-Président du Complexe Electricité, Energie, Croissance Verte et Changement Climatique. Disposant de vingt années d'expérience dans des domaines tels que les financements structurés, la gestion de fonds souverains, la banque d'investissement, les investissements dans les infrastructures et le développement de solutions énergétiques intégrées, M. Hott dirige le Complexe Electricité, Energie, Croissance Verte et Changement climatique depuis le 1er novembre 2016. Avant de rejoindre la Banque africaine de développement, Amadou a occupé divers postes liés à la banque d'investissement et aux conseils en investissement à New York, Londres, Dubaï et Lagos. Il a été directeur de Millennium Finance Corporation pour l'Afrique, Directeur général de la filiale de la banque d'investissement UBA PLC (United Bank for Africa), puis fondateur et directeur général d'Afribridge Capital, conseiller spécial de SE le Président Macky Sall,

président de l'Aéroport International Blaise Diagne et fondateur et directeur général du Fonds souverain du Sénégal. Amadou a obtenu un DEUG en mathématiques appliquées, une licence et une maîtrise d'économie puis un master en marchés financiers et gestion bancaire à la Sorbonne, à Paris. Il a été nommé jeune dirigeant mondial par le Forum économique mondial en 2012.

Prof. **Kevin Chika URAMA**, FAAS: - Conseiller principal auprès du Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement sur la croissance verte et inclusive - Stratégie, élaboration de politiques et mise en œuvre. Professeur Urama détient un diplôme de premier cycle et une maîtrise ès sciences en économie agricole de l'Université du Nigéria, Nsukka; un MPhil avec distinction et un doctorat en économie foncière de l'Université de Cambridge, Royaume-Uni. Il a remporté le Prix James Claydon 2002-2003 pour la meilleure thèse d'économie ou matières connexes à l'Université de Cambridge. Il a été nommé Directeur Technologique de l'année dans le cadre des Prix de la Technologie en Afrique en 2012, en plus des nombreux prix internationaux qu'il a reçus pour l'excellence académique et son leadership scientifique en termes de politiques publiques. Le professeur Urama a occupé divers postes de direction dans les organisations internationales et dans le secteur privé. Il est membre de l'Académie africaine des sciences, vice-président du Réseau des économistes de l'OMFIF, professeur extraordinaire à l'École de leadership public de l'Université Stellenbosch (Afrique du Sud), professeur auxiliaire à l'École de Politique Publique et Affaires internationales Sir Walter Murdoch, Université Murdoch (Australie occidentale), et Professeur invité au University College, Londres. Le rôle du professeur Urama consiste à orienter et à soutenir les efforts de la Banque dans les domaines de l'énergie, du changement climatique, de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles et à aligner les activités sur les priorités de la Banque dans les pays et au sein des régions.





Prof. **Anthony NYONG**, Directeur - Changement Climatique et Croissance Verte. Anthony détient un Doctorat. en géographie de l'Université de McMaster en Ontario, au Canada, et un diplôme d'études supérieures en commerce international de l'Université d'Oxford, au Royaume-Uni. Il est Senior Executive Fellow à la Harvard Kennedy School of Government, aux États-Unis et membre de l'Académie africaine des sciences. M. Nyong a plus de 27 ans d'expérience dans la fourniture de solutions innovantes concernant le changement climatique, la croissance verte, les mesures de sauvegarde environnementale et sociale ainsi que la gestion des ressources naturelles. Anthony a rejoint la Banque en 2008 en tant qu'expert sur le changement climatique. Il a occupé plusieurs postes parmi lesquels le Chef de l'Unité Genre, Changement climatique et Développement durable; chef de la Division de la conformité et des sauvegarde et expert principal du Groupe de travail présidentiel

chargé de la mise en œuvre du Nouveau pacte sur l'énergie pour l'Afrique. Avant de rejoindre la Banque, Anthony a été professeur de changement climatique à l'Université de Jos, au Nigéria, spécialiste principal de programme au Centre de recherches pour le développement international du Canada et auteur/coordonateur principal du 4^e rapport d'évaluation du Groupe inter-gouvernemental sur l'évaluation du climat (GIEC). Anthony a dirigé plusieurs initiatives mondiales et continentales sur le changement climatique.

Wale SHONIBARE, Directeur - Solutions financières, régulation et politiques énergétiques. Wale est titulaire d'un MBA de l'Imperial College de l'Université de Londres et d'une maîtrise en génie civil de l'Université de Glasgow. Il dispose de plus de 25 ans d'expérience dans le domaine des marchés de la dette et des capitaux propres, les fusions et acquisitions et le financement de projet en Asie, Europe, Moyen-Orient et Afrique. Avant d'établir Shonibare Consulting, il était directeur général délégué au sein de la banque d'investissement du groupe United Capital Plc (anciennement UBA Capital Plc à Lagos). Les postes précédents qu'il a occupés comprennent : Directeur général et PDG de Shonibare Consulting FZE, Dubaï, (Emirats Arabes Unis, EAU); Directeur général et chef pour les infrastructures, Afrique, Moyen-Orient et nouveaux marchés à Renaissance Capital à Dubaï, directeur de KPMG Emirats Arabes Unis à Dubaï et directeur associé chez KPMG à Londres (Royaume uni).



Astrid MANROTH, Directrice – Partenariats transformateurs sur l'énergie. Madame Manroth est titulaire d'un Master en économie politique européenne de la "London School of Economics and Political Science" à Londres (Angleterre). Elle est aussi diplômée de "Koblenz School of Corporate Management" à « Otto-Beisheim-Graduate School » en Allemagne. Astrid a environ 20 ans d'expérience professionnelle dans le domaine des banques d'investissement dans les marchés émergents, y compris 10 ans d'expérience dans le domaine du financement du développement dans environ 20 pays africains. Astrid a commencé sa carrière à JP Morgan Securities Ltd à Londres (Angleterre) où elle a travaillé à différents niveaux de responsabilité, y compris comme responsable de conseils en matière de notation de crédits pour les marchés émergents entre 1997 et 2003. Entre 2003 et Août 2014, elle a travaillé à la Banque mondiale

à différents postes de responsabilité, y compris comme Conseillère aux opérations en matière d'ouverture et d'efficacité de l'aide au sein du département des politiques et services-pays, Spécialiste en financement des infrastructures de la région Afrique, et Spécialiste en énergie pour les régions Europe et Asie centrale.

Avant de rejoindre la Banque africaine de développement, elle a été, depuis septembre 2014, directrice en charge des investissements durables pour l'Europe et l'Afrique pour le compte de la Deutsche Bank à Frankfurt en Allemagne. Elle a dirigé une équipe de professionnels de l'investissement, gérant la seule plate-forme privée de financement privé et de participation privée combinant capital public subordonné et capital privé de rang élevé dans les fonds structurés pour des investissements durables ; fournissant ainsi un modèle réussi d'accroissement de financement pour les Objectifs du développement durable.

Ousseynou NAKOULIMA, Directeur – Energies renouvelables et Efficacité énergétique. Il est titulaire d'un Master en Administration des affaires de la 'Harvard Business School' de Boston (Etats-Unis), et d'un Master en Ingénierie et Mathématiques appliquées de l'Ecole Polytechnique et l'Ecole des Mines de Paris. Il a plus de 15 ans d'expérience professionnelle dans les domaines de l'énergie, du changement climatique, et du développement du secteur bancaire et financier international. Ousseynou a été Directeur au Fonds vert pour le climat en Corée du Sud depuis 2014, ayant des responsabilités en matière de partenariats, de stratégies-pays et d'appui à la préparation des projets. Il a été en charge de la gestion des relations avec 140 pays, les conseillant dans le développement des programmes de résilience climatique et de développement sobre en carbone, tout en gérant des ressources financières substantielles pour l'appui technique et le développement des projets.



Avant de rejoindre le Fonds vert pour le climat, il a travaillé à BNP PARIBAS de 2009 à 2014 à Paris puis au Sénégal. En tant que Directeur Général adjoint de sa succursale locale, il a permis de positionner cette banque en servant comme Conseiller principal du gouvernement sénégalais en matière d'énergie et d'infrastructure. Ousseynou a auparavant travaillé à la Banque africaine de développement comme spécialiste supérieur en investissement de 2002 à 2009, étant arrivé à la Banque en qualité de jeune professionnel. Au cours de cette période, il a développé des projets d'électricité, d'eau et assainissement, et d'infrastructure, et a conduit des équipes dans des transactions à fort impact.



Henry Paul BATCHI BALDEH, Directeur - Systèmes électriques. Il est titulaire du Master en Administration des Affaires de l'Université de Boston Graduate School of Management (États-Unis) et d'une Licence en Génie Electrique et Electronique de l'Université de Newcastle-Upon-Tyne, au Royaume-Uni. Il dispose de plus de 30 ans d'expérience en tant que banquier d'affaires, promoteur de projets d'infrastructure, financement de projet, spécialiste de la gestion des services de distribution d'énergie et possède une vaste expertise couvrant toute la chaîne de valeur du secteur de l'énergie. Il a occupé le poste de premier Vice-Président de Africa Finance Corporation (AFC) et en tant que Directeur du département Power Systems, il a dirigé les projets dans le secteur de l'énergie. À l'AFC, il a contribué à la croissance du portefeuille énergie, et notamment dans le cadre du programme complexe

de privatisation du secteur de l'électricité au Nigeria et le développement de deux projets indépendants de production d'électricité de 450 MW dans le cadre du pool électrique d'Afrique de l'ouest (WAPP). Henry a débuté sa carrière en tant qu'Ingénieur électricien au sein de la compagnie nationale d'électricité de la Gambie et est devenu en 1995 le Directeur Général de la Société nationale d'eau et d'électricité de la Gambie. Il a ensuite travaillé au Lesotho pour la Société d'électricité du Lesotho, en tant que Conseiller auprès du Conseil d'administration et Directeur de l'unité de privatisation. Henry est membre de l'Institut des Directeurs d'Afrique Australe et membre de l'Institut d'ingénierie et de technologie, basé au Royaume-Uni. Il est également président du Conseil d'administration de deux sociétés détenues par l'AFC: Cabeolica SA et Cenpower Operations Services Limited.

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Rue Joseph Anoma 01 BP 1387 Abidjan 01 (Côte d'Ivoire)

Tel: +225 20 26 44 44 – Fax: +225 20 21 31 00

Web: www.afdb.org

newdealonenergyforafrica@afdb.org

Avril 2017

The High 5 for transforming Africa

Le Top 5 pour transformer l'Afrique



The High 5 agenda – five priority actions for the Africa Development Bank and for Africa - is the AfDB's channel for focusing and scaling up its 2013-2022 Ten Year Strategy, to bring about the social and economic transformation of Africa.

The High 5s are designed to deliver the twin objectives of the Ten Year Strategy: inclusive growth that is shared by all; and the gradual transition to green growth. The High 5s are: Light up and power Africa; Feed Africa; Industrialise Africa; Integrate Africa; Improve the quality of life for the people of Africa.

Le Top 5, c'est-à-dire les cinq actions prioritaires pour la Banque africaine de développement et pour l'Afrique, constituent le moyen utilisé par la BAD pour concentrer et étendre la mise en œuvre de sa Stratégie décennale pour la période 2013-2022 visant à transformer l'Afrique sur le plan social et économique.

Le Top 5 a pour but de réaliser le double objectif de la stratégie décennale : une croissance inclusive partagée par tous ; et la transition progressive vers une croissance verte. Le Top 5 est constitué des priorités suivantes : Éclairer et électrifier l'Afrique ; Nourrir l'Afrique ; Industrialiser l'Afrique ; Intégrer l'Afrique ; Améliorer la qualité de vie des Africains.

Nourrir l'Afrique

La voie vers la transformation agricole en Afrique



Nourrir l'Afrique est une initiative qui illustre la volonté de transformer l'agriculture africaine en secteur inclusif axé sur la compétitivité à l'échelle mondiale, la création de richesse et d'emploi rémunéré, et améliorant la qualité de vie des populations africaines. Cette initiative vise également à mettre à l'échelle les initiatives en cours et couronnées de succès sur le continent africain et au-delà.

Nourrir l'Afrique se fonde sur les engagements du Programme de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) à travers la Déclaration de Maputo (2003) et la Déclaration de Malabo (2014).

D'une manière plus spécifique, et en collaboration avec d'autres acteurs, dont les gouvernements nationaux, les communautés économiques régionales, le secteur privé, les producteurs agricoles, les partenaires au

développement, les institutions de recherche et les organisations de la société civile, Nourrir l'Afrique vise à remplir les objectifs du PDDAA en contribuant à :

- éliminer l'extrême pauvreté ;
- éliminer la famine et la malnutrition ;
- faire de l'Afrique un continent exportateur net de produits alimentaires ;
- faire remonter l'Afrique au sommet des chaînes de valeur mondiales.

Nourrir l'Afrique tourne le regard vers l'avenir, en veillant à la réalisation d'autres objectifs au-delà de la croissance du secteur de l'agriculture. Elle cherche ainsi à assurer la sécurité alimentaire et à appuyer la croissance inclusive à travers une représentation accrue des femmes et des jeunes, tout en améliorant la résilience aux changements et aux chocs climatiques.

Nourrir l'Afrique focalisera sur :

Objectifs	1 l'élimination de l'extrême pauvreté	2 l'élimination de la faim et de la malnutrition	3 la transformation de l'Afrique en exportateur net de produits agricoles de base	4 le passage au premier rang pour les chaînes de valeurs agricoles
Aspirations	Contribuer à l'allègement de la pauvreté à travers la création d'emplois et de meilleures conditions de vie	Sécurité alimentaire pour tous les Africains « mal nourris »	Elimination de l'importation en grande quantités de produits de base qui peuvent être produits en Afrique	Doubler la part de l'Afrique dans le marché mondial des produits transformés
Cible 2025	~130m de personnes tirées de l'extrême pauvreté	Zéro faim et malnutrition	Balance commerciale nette de l'Afrique ~0 md \$	La part de l'Afrique en valeur dans le marché des produits transformés ~40 % (exemple de la transformation du cacao)

Source: BAD



Pourquoi la transformation de l'agriculture en Afrique ?

L'agriculture est une partie intégrante de l'économie africaine et de la vie au quotidien de la majorité des Africains, fournissant du reste un peu plus de 60 % des emplois sur le continent. En dépit de son rôle central, le secteur de l'agriculture ne représente qu'un quart du PIB des pays africains. Par exemple, la part de l'Afrique dans la production mondiale de fèves de cacao est de 73 % par rapport à sa part dans la production de cacao moulu qui est de 16 %. Les rendements de céréales en Afrique ne représentent que 56 % de la moyenne internationale, et l'infrastructure privée hors unités de production demeure relativement sous-développée.

Le manque de productivité de l'agriculture africaine entraîne des coûts humains et économiques élevés.

Des taux élevés de pauvreté prévalent, en particulier dans les principales zones agro-écologiques telles que la région sous-humide de la savane de Guinée et les régions semi-arides du Sahel où plus de 50 % de la population vivent avec moins de 1,25 dollar (USD) par jour. Plus de 232 millions de personnes souffrent de sous-nutrition en Afrique. La faible productivité rend également l'agriculture africaine peu compétitive en tant que secteur économique. Si rien n'est fait, la population vivant dans l'extrême pauvreté passera de 420 millions de personnes en 2015 à 550,00 millions de personnes en 2025.

Les titres fonciers et la bonne gouvernance demeurent des défis majeurs à travers le continent.

La plupart des pays africains ont des lois foncières de base qui sont incomplètes et mal appliquées, décourageant l'investissement privé. Bien que les femmes restent les principaux utilisateurs des terres agricoles dans la plupart des communautés africaines, leur accès à la terre est en moyenne moins de la moitié de celui des hommes.

Les tendances des changements climatiques constituent un autre facteur de plus en plus important qui souligne aussi de plus en plus la nécessité de la transformation. L'Afrique est déjà disproportionnellement touchée par les impacts du changement climatique, en raison de sa dépendance excessive au secteur de l'agriculture pluviale. Les terres de culture et d'élevage d'Afrique se dégradent de plus en plus, d'où des rendements en peau de chagrin pour les agriculteurs et les éleveurs.

La baisse des prix des produits de base pour un large éventail de ressources naturelles met chaque jour davantage les pays africains devant l'impérieuse nécessité de diversifier leurs exportations et de réduire les déficits courants. La demande alimentaire accrue et l'évolution des habitudes de consommation entraînées par des facteurs démographiques tels que la croissance démographique et l'urbanisation conduisent à la hausse rapide des importations nettes de produits alimentaires, qui devraient passer de 35 milliards de dollars en 2015 à plus de 110 milliards de dollars d'ici 2025.

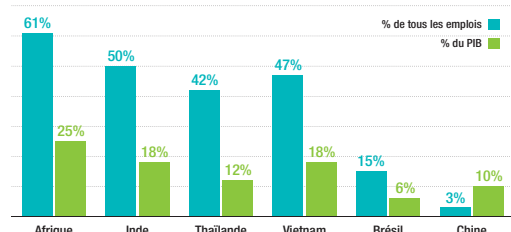
Cette hausse des importations de produits alimentaires atteste des opportunités plus larges qui



L'agriculture demeure une importante source de revenus pour l'Afrique; toutefois, la pauvreté persiste et la sécurité alimentaire se dégrade en raison de l'inexploitation de son potentiel

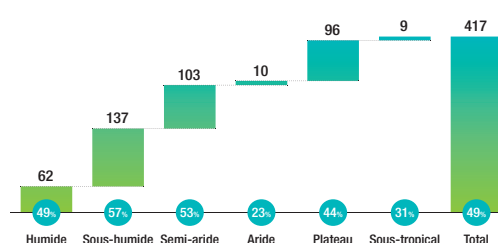
Déficit entre l'emploi et les revenus...

Agriculture en tant que part de l'emploi et du PIB
% de 2014



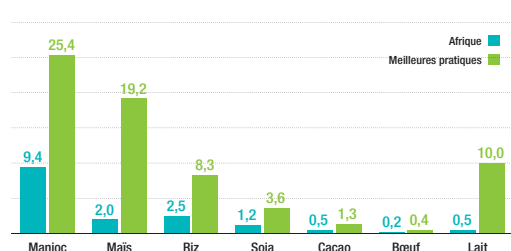
... avec comme conséquence la pauvreté généralisée dans toutes les principales zones agro-industrielles d'Afrique

Millions d'Africains vivant avec moins de 1,25 \$/jour; 2014



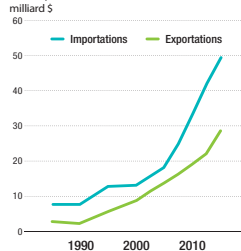
Productivité relativement faible...

Rendements moyens en Afrique par rapport aux meilleures pratiques
tonnes/ha ou cheptel 2013

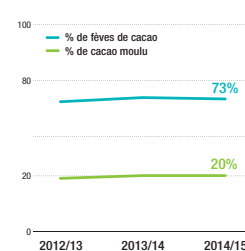


... tirant rapidement à la hausse les importations, et pénalisant les exportations

Importations par rapport aux exportations
milliard \$



Part de l'Afrique pour le cacao
%



Notes : 1) Pratiques modèles = moyenne des dix premiers pays au monde par rendement des produits; 2) Hors d'Afrique;
Source : Statistiques de la FAO; Banque mondiale; IFPRI; IITA, ICCO, Stratégie pour l'agriculture et l'agro-industrie du Groupe de la BAD 2015-2019, Analyses du cabinet Dalberg.

s'offrent en matière de transformation des produits agricoles, en tant que filière à part entière.

L'ampleur des importations de produits agricoles qui pourraient être produits localement, témoigne aussi de la réalité de la demande de tels produits en Afrique, pour peu que l'on arrive à stimuler un secteur privé industriel agroalimentaire africain pour y répondre. Les importations de produits alimentaires en Afrique couvrent divers segments du marché aussi bien des principaux produits agricoles de base que des produits agricoles transformés et des industries agro-alimentaires connexes, pour des revenus de l'ordre de plus de 100 milliards de dollars par an, tout en garantissant la sécurité alimentaire et une croissance économique à base élargie.

La vision de la transformation de l'agriculture

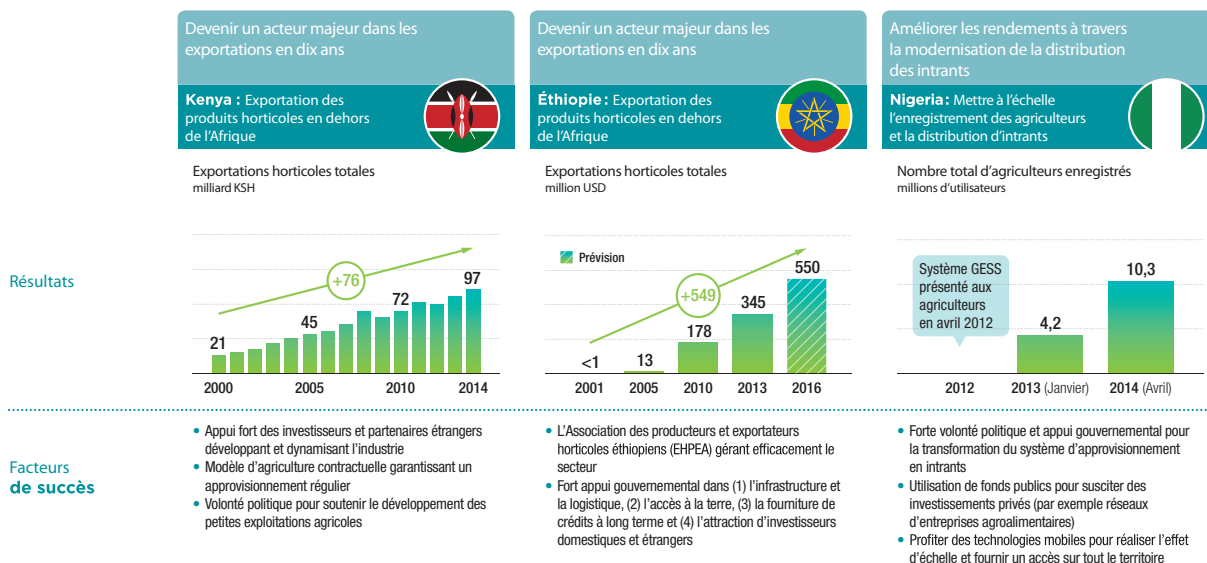
La transformation de l'agriculture africaine peut être considérée comme une importante opportunité à saisir pour améliorer la qualité de vie des Africains et promouvoir la croissance économique sur le continent. Les conditions pour la

transformation commencent à se matérialiser dans un certain nombre de pays africains. La libéralisation des marchés des intrants, le développement des financements innovants ciblant l'agriculture et la réforme des politiques foncières ont favorisé des avancées significatives à travers l'Afrique.

Cela a débouché sur des poches de transformation sur tout le continent.

Quelques exemples:

- l'essor de l'horticulture au Kenya et l'extension de la floriculture en Ethiopie
- la réduction rapide et palpable de la malnutrition au Rwanda
- l'enregistrement à grande échelle des agriculteurs nigériens dans un système de porte-monnaie électronique pour faciliter le paiement des subventions pour les engrais et la distribution des intrants agricoles à ceux-ci,
- la transformation du secteur rizicole
- au cours des cinq dernières années, la Tunisie est devenue le premier exportateur mondial d'huile d'olive avec une production moyenne de 115 000 tonnes par an.



Sources: Kenya National Bureau of Statistics; World Bank "Exporting Out of Africa—Kenya's Horticulture Success Story" 2004; GRIPS "Global Value Chains and Market Formation Process in Emerging Export Activity: Evidence from Ethiopian Flower Industry" 2011; Observatory of Economic Complexity; Market Insider "Ethiopia cut flower industry's success story" 2015; Development (FMARD) Nigeria; The economist "If only Nigeria could revamp its Grow-Africa "Fertilizer Subsidy Reform Revives Nigeria Agriculture"; ministère fédéral de l'Agriculture et des Exploitations rurales 2013; analyse Dalberg

Ces exemples montrent que la transformation en Afrique est possible, et indiquent la voie à suivre pour des changements à grande échelle dans l'agriculture africaine.

Le succès de toute transformation est piloté par le développement du business, tout en respectant trois conditions simultanées :

- la diffusion à large échelle des technologies et intrants permettant d'accroître la productivité, en

plus de l'intensité des intrants et de l'intensité du capital ;

- le développement d'incitations et de structures pour les marchés des intrants et des produits agricoles afin de réaliser pleinement la valeur escomptée de l'augmentation de la production ; et
- un secteur privé bien fonctionnel et dynamique, à même de gérer et d'allouer les compétences et les capitaux nécessaires pour mettre à l'échelle les expériences émergentes réussies et piloter la croissance durable de l'agroalimentaire à long terme.

Augmentation spectaculaire de la production et de la productivité

Diffusion à grande échelle des intrants, du capital et des technologies permettant d'accroître la productivité

Création simultanée de structures de marchés pour réaliser la valeur escomptée d'une plus grande production par la création de structures de marchés des intrants et des produits agricoles / la gouvernance et les incitations

Mobilisation d'un secteur privé bien financé capable de mettre à l'échelle des expériences agroalimentaires émergentes réussies de l'agro-industrie et de stimuler la croissance durable et à long terme les incitations

Nourrir l'Afrique utilisera en particulier une approche intégrée axée sur les matières premières tout en tenant compte des nombreux goulets d'étranglement présents dans l'ensemble des chaînes de valeur prioritaires des matières premières agricoles et à l'intérieur des zones agroécologiques correspondantes

Le secteur public comme un facteur clé pour lancer le processus, le mettre à l'échelle, et créer un environnement d'actifs et de conditions favorables à la transformation par le secteur privé

La réponse Nourrir l'Afrique

La Conférence de haut niveau à Dakar

En octobre 2015, la Banque africaine de développement a organisé à Dakar une conférence ministérielle de haut niveau sur le thème « Nourrir l'Afrique – Un Plan d'action pour la transformation de l'agriculture en Afrique » en vue de définir une stratégie **dans le cadre des objectifs du PDDAA** pour libérer le potentiel agricole du continent et stimuler la création d'emplois de manière à diversifier les économies africaines.

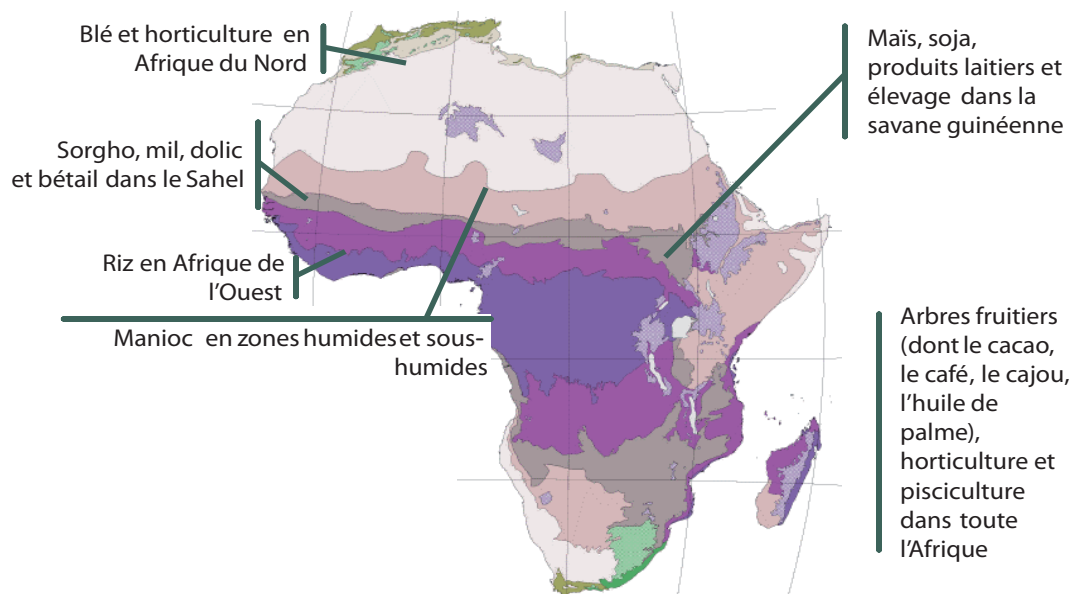
Plus de 600 délégués ont pris part à cette conférence ministérielle de haut niveau, y compris des ministres africains des Finances, du Plan et de l'Economie, de l'Agriculture et du Développement rural, ainsi que quelques ministres du Commerce et de l'Industrie et les gouverneurs des banques centrales, sans compter les représentants des instituts de recherche, des milieux universitaires, des agences d'investissement, des organisations de la société civile et des experts du continent et du reste du monde. Nourrir l'Afrique est fondé sur les engagements pris à cet événement ainsi que sur les activités existantes et les engagements antérieurs.



G à D: Mme Agnes KALIBATA, présidente, AGRA; M. Tony ELUMELU, PDG, Heirs Holding; Mme Rhoda-Peace TUMUSIIME, commissaire de l'Economie rurale et de l'agriculture, Union africaine; M. Akiwunmi A. ADESINA, président, BAD ; S.E.M. Macky SALL, président de la République du Sénégal; S.E.M. Augustin MATATA PONYO MAPON, Premier Ministre de la République démocratique du Congo ; M. Abdalla HAMDOK, secrétaire exécutif adjoint, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique ; M. Sidi Ould TAH, directeur général, Banque arabe pour le développement en Afrique
Source: BAD

La Banque et ses partenaires poursuivront un programme visant à transformer une sélection des principaux produits agricoles et des zones agro-écologiques. La réalisation des objectifs de **Nourrir l'Afrique** passera par le renforcement d'une vaste gamme de chaînes de valeur. Toutefois, à court terme, les ressources cibleront essentiellement des

chaînes de valeur agricoles (CVA) choisies et les zones agro-écologiques (ZAE) connexes. La priorisation de ces CVA et ZAE sera basée sur la série de critères suivants : la demande future, l'avantage compétitif, la portée d'un redressement concourant à la transformation, le potentiel pour nourrir l'Afrique et les priorités actuelles.



Critères pour l'établissement des priorités



Demande future

Demande africaine future probable, en tenant compte des changements dans les habitudes et les besoins en matière de consommation



Avantage compétitif

Base d'une concurrence efficace avec les produits importés et/ou sur les marchés d'exportation



Portée d'un redressement concourant à la transformation

Potentiel pour des augmentations massives de la productivité / de l'activité, au regard des dotations et actifs actuels par rapport à des cibles atteignables



Potentiel pour nourrir l'Afrique

Préférence aux produits pouvant (en tant que portefeuille) offrir une valeur de nutrition à base élargie, et pas simplement des calories



Priorités actuelles

Alignement sur les produits prioritaires actuels tels que ceux retenus par l'Union africaine / NEPAD, plutôt que d'en identifier de nouveaux

Transformation de l'agriculture en Afrique

La réalisation du potentiel de l'Afrique à se transformer dans les chaînes de valeur et les zones agroécologiques prioritaires passe par l'établissement des priorités dans les types d'appui nécessaires pour attirer les investissements, mais, dans l'ensemble, sept séries de catalyseurs sont essentiels :

#1: Accroissement de la productivité

- Diffusion à une large échelle de la technologie (programme phare : Technologies pour la transformation de l'agriculture africaine)
- Développement du financement des intrants et des systèmes d'intrants
- Mécanisation de l'agriculture

#2 : Augmentation de la valeur ajoutée

- Prévention des pertes post-récolte
- Zones de transformation agricole, clusters et corridors

#3 : Augmentation des investissements dans les infrastructures matérielles et immatérielles

- Coordination et développement des infrastructures.
- Enregistrement électronique des agriculteurs

#4 : Elargissement du financement agricole

- Investissements privés et prêts des banques commerciales pour l'agriculture (programme phare: Programme de partage des risques dans le financement agricole)
- Renforcement des capacités et financement non bancaire des PME

#5 : Amélioration de l'environnement agro-alimentaire

- Réforme des politiques : (i) régime foncier, (ii) subventions aux intrants, (iii) incitations à la production et la transformation locale, (iv) approfondissement du secteur financier, et (v) intégration régionale et commerce.

#6 : Augmentation de l'inclusivité, de la durabilité et de la nutrition

- Financement de la résilience aux changements climatiques et promotion de pratiques agricoles sensibles à la question climatique
- Entreprises agricoles et agroalimentaires appartenant à des femmes
- Emploi des jeunes dans le secteur agroalimentaire (programme phare: Enable Youth)

- Sécurité alimentaire et prévention de la malnutrition

#7 : Coordination des acteurs dans le cadre d'un partenariat pour conduire la transformation

- Partenariat entre les principaux acteurs du secteur public, du secteur privé et les acteurs du développement.



Que faut-il pour que cette approche fonctionne sur le terrain ?

- **Amplifier et exploiter ce qui marche déjà** : il est universellement établi que les initiatives sur lesquelles repose l'exécution de Nourrir l'Afrique permettent d'obtenir des résultats, ou ont trait à l'amplification et à la reproduction d'expérimentations prometteuses.
- **Veiller à ce qu'il existe des compétences et des capacités suffisantes pour le suivi** : des compétences et des capacités appropriées — ainsi que la disponibilité fondamentale des ressources — seront requises pour le suivi.
- **Assurer un ciblage suffisant** : la Banque a l'intention à la fois d'accroître l'ampleur de ses financements en faveur de l'agriculture et

d'orienter ses ressources financières vers une série de produits et de zones agro-écologiques, ce qui lui permet d'éviter que ses investissements deviennent trop diffus — avec la perte de synergies entre les chaînes de valeur multinationales — et requièrent un éventail de produits et d'expertise agro-industrielle qui ne pourraient être créés de manière viable.

- **Faire preuve de franchise par rapport à l'importance de la volonté politique** : la transformation passera par une réforme en profondeur et requerra donc un degré élevé de priorité politique, une coordination de différents ministères, et la volonté de réaliser des avancées dans un contexte où des intérêts établis sont touchés dans les structures de marché actuelles.

Transformation de l'agriculture : coûts et bénéfices

La transformation des chaînes de valeur des produits de base et des zones agro-écologiques pourrait ouvrir des marchés d'une valeur de **85 milliards** de dollars USD an à l'horizon 2025, avec un impact substantiel sur la réalisation des Objectifs de développement durable concernant la réduction de la pauvreté et la lutte contre la faim (ODD 1 et 2).

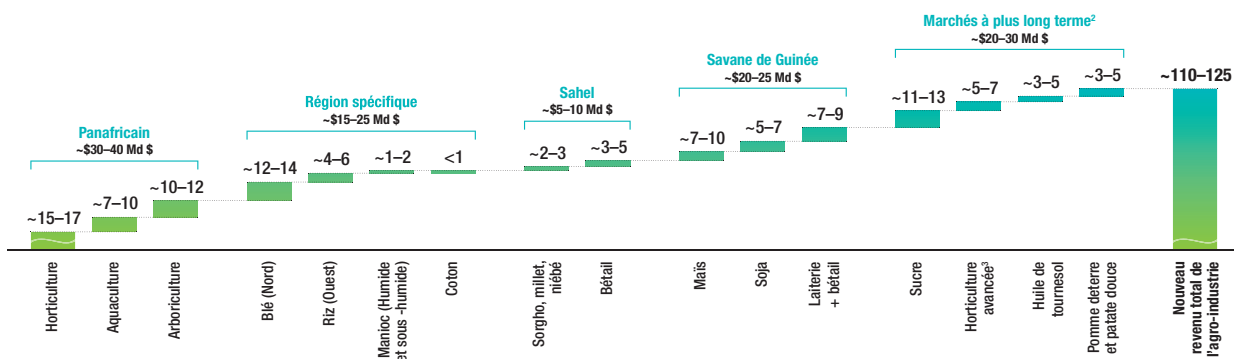
Le coût total de la transformation agricole pour les produits et les zones agro-écologiques prioritaires de l'agenda Nourrir l'Afrique s'établit entre **315 milliards et 400 milliards d'USD** sur 10 ans, soit 31,5 milliards à 40 milliards d'USD par an. Ce niveau d'investissement dépasse de loin les ressources actuellement disponibles dans le secteur public.

Les ressources disponibles en Afrique et auprès des principaux partenaires potentiels sont suffisantes pour atteindre ce niveau d'ambition.

Nourrir l'Afrique nécessitera un agenda panafricain qui combine les ressources d'un large éventail d'acteurs publics et privés. Du coup, la coordination et le partenariat ainsi que le développement d'instruments financiers novateurs pour encourager ce partenariat, joueront un rôle essentiel pour réaliser la transformation. Les sources possibles de financement de la transformation comprennent, sans y être limitées :

- Les dépenses consacrées par les gouvernements africains à l'agriculture se sont élevées à environ 12 milliards d'USD en 2014. Bien que le respect des engagements de Malabo d'allouer 10 % des budgets publics à l'agriculture ne se soit pas matérialisé, une augmentation notable de l'investissement public dans la transformation demeure impérative, en particulier pour l'appropriation au niveau du pays.
- Les dépenses consacrées à l'agriculture africaine par les multilatéraux et bilatéraux ainsi que les fondations et les organisations non gouvernementales se sont élevées à environ 3,8 milliards d'USD en 2014. La BAD a l'intention d'accroître le montant annuel moyen de ses investissements dans l'agriculture.
- Les capitaux institutionnels et du secteur privé constitueront une source cruciale de financement. Les actifs bancaires, et les mécanismes de financement innovants seront des options à explorer.
- La valeur des investissements directs étrangers dans l'agriculture et l'agroalimentaire en Afrique s'élevait à 10 milliards d'USD en 2014. La création de conditions appropriées pour la croissance de l'agroalimentaire, et l'alignement des stratégies d'investissement existantes du secteur privé sur les objectifs de transformation doivent accroître, l'attraction et les flux des investissements directs étrangers dans le secteur agro-industriel africain.

Marchés agricoles et agro-industriels par opportunité d'augmentation des revenus
en milliards de \$ à l'horizon 2025

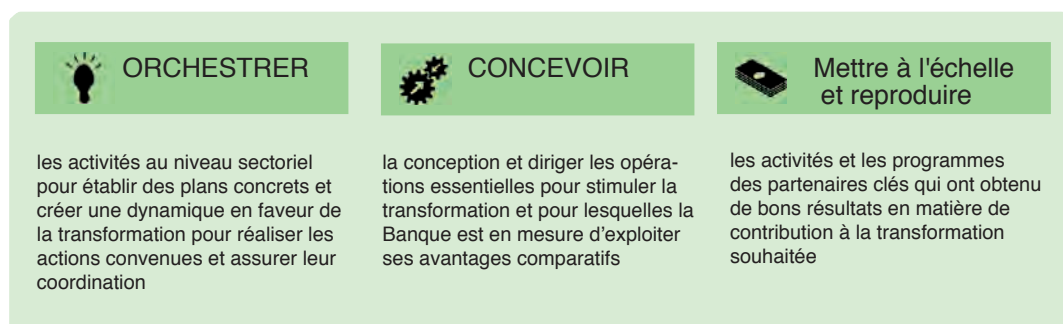


Notes : (1) Le marché est évalué aux prix de parité à l'importation pouvant représenter la valeur de marché globale de ces produits; (2) Autres domaines d'intérêt particulier à prendre en considération au cours des cinq prochaines années de mise en œuvre de la Stratégie en matière de transformation; (3) Y compris l'application de méthodes horticoles à haute productivité pour augmenter substantiellement la part de l'Afrique sur les marchés d'exportation des produits horticoles.

Source: Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale; Statistiques de la FAO; Analyses du cabinet Dalberg.

- Le fait qu'il importe de veiller au développement d'une agriculture durable, résiliente et intelligente face au climat est étroitement aligné sur la réalisation des ambitions convenues dans la COP-21, et sur les engagements de financement climatique correspondants. Ceux-ci représentent

des sources supplémentaires et matérielles de financement des éléments clés de la transformation agricole, en particulier l'intensification durable de la production des produits de base, et à la gestion durable des ressources naturelles.

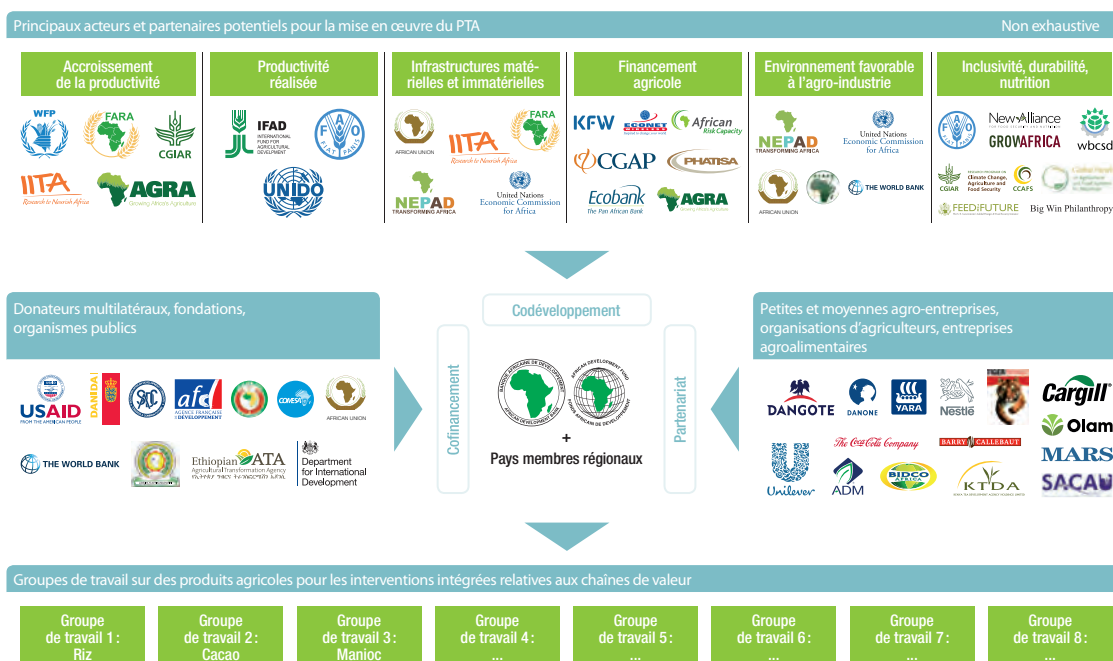


Les partenariats pour la transformation

La coordination entre les différents intervenants et partenaires est essentielle dans la mise en œuvre du programme de transformation. Nourrir l'Afrique renforcera les plates-formes déjà existantes qui impliquent l'alignement autour de programmes spécifiques et ciblés de transformation des chaînes de valeur, notamment

- en apportant de la cohérence et des plans d'action précis, et en obtenant des engagements ;
- en faisant en sorte que les acteurs participants aient à rendre des comptes au regard de leurs engagements ;

- en choisissant les domaines d'intervention prioritaires tant pour la prise de décision que pour l'allocation des ressources ;
- en établissant l'ordre de mise en œuvre des initiatives le long de la même chaîne de valeur et dans le même pays ou la même région ;
- en exploitant les capacités et les empreintes communes pour renforcer les programmes et élargir le champ d'action ;
- en partageant les expériences et les enseignements antérieurs qui sont valables pour les nouveaux projets ;
- en engageant et en comprenant les besoins des acteurs de la chaîne de valeur et les acteurs principaux du secteur privé.



BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Rue Joseph Anoma 01 BP 1387 Abidjan 01 (Côte d'Ivoire)

Tel: +225 20 26 44 44 – Fax +225 20 21 31 00

Web: www.afdb.org

Avril 2017

The High 5 for transforming Africa Le Top 5 pour transformer l'Afrique



The High 5 agenda – five priority actions for the Africa Development Bank and for Africa - is the AfDB's channel for focusing and scaling up its 2013-2022 Ten Year Strategy, to bring about the social and economic transformation of Africa.

The High 5s are designed to deliver the twin objectives of the Ten Year Strategy: inclusive growth that is shared by all; and the gradual transition to green growth. The High 5s are: Light up and power Africa; Feed Africa; Industrialise Africa; Integrate Africa; Improve the quality of life for the people of Africa.

Le Top 5, c'est-à-dire les cinq actions prioritaires pour la Banque africaine de développement et pour l'Afrique, constituent le moyen utilisé par la BAD pour concentrer et étendre la mise en œuvre de sa Stratégie décennale pour la période 2013-2022 visant à transformer l'Afrique sur le plan social et économique.

Le Top 5 a pour but de réaliser le double objectif de la stratégie décennale : une croissance inclusive partagée par tous ; et la transition progressive vers une croissance verte. Le Top 5 est constitué des priorités suivantes : Éclairer et électrifier l'Afrique ; Nourrir l'Afrique ; Industrialiser l'Afrique ; Intégrer l'Afrique ; Améliorer la qualité de vie des Africains.

Industrialiser l'Afrique



L'industrialisation est fondamentale pour le développement économique. Aucune région ou aucun pays au monde n'est jamais parvenu à la prospérité et à un statut socioéconomique décent pour ses citoyens sans le développement d'un secteur industriel robuste. C'est la raison pour laquelle les dirigeants africains ont souligné à plusieurs reprises l'importance de l'«industrialisation» pour une croissance inclusive et résiliente du continent.

Le rôle de l'industrialisation en Afrique est hautement articulé dans le Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA), et réaffirmé dans l'Agenda 2063 qui recommande la promotion de plans sectoriels et de productivité ainsi que des chaînes de valeur régionales et des produits de base pour appuyer la mise en œuvre des politiques industrielles à tous les niveaux. Dans le cadre de cet agenda, les dirigeants du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) se sont convenus que les trois institutions conjugueraient leurs efforts

pour aider l'Afrique à mettre en œuvre l'«Agenda de l'industrialisation».

C'est la raison pour laquelle, dans ce cadre et conformément à sa Stratégie décennale et à sa Stratégie du développement du secteur privé et en tenant compte de l'Agenda pour le développement industriel de l'Union Africaine et des Communautés Economiques Régionales (CER), la Banque a élaboré la présente Stratégie pour l'industrialisation de l'Afrique en vue de guider ses interventions futures dans la région et le secteur de l'industrie. La Stratégie pour l'industrialisation constitue une feuille de route guidant la mise en œuvre des programmes phares en vue de mettre en œuvre la transformation industrielle de l'Afrique. Elle vise à répondre à d'importantes questions telles que les suivantes : i) Pourquoi devons-nous «industrialiser l'Afrique ?» ; ii) Que faut-il pour «industrialiser l'Afrique ?» ; iii) Comment le Groupe de la Banque africaine de développement contribuera-t-il à «industrialiser l'Afrique ?» ; et iv) Quelles sont les ressources financières et humaines nécessaires pour garantir la mise en œuvre efficace de l'agenda de la Banque pour l'industrialisation et comment assurer le suivi de la performance de celle-ci ?



Pourquoi devons-nous «Industrialiser l'Afrique» ?

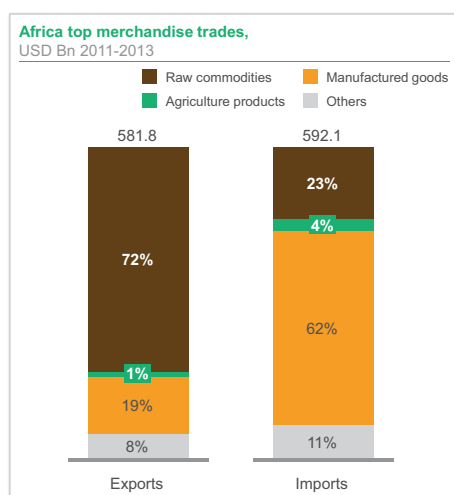
Au cours de ces dernières années, l'Afrique a enregistré une solide croissance économique à la suite de l'expansion de ces marchés intérieurs entraînés par une classe moyenne en plein essor, l'amélioration du climat des affaires, l'amélioration de la gestion macroéconomique, les cours favorables des matières premières, l'urbanisation rapide et l'augmentation des investissements publics.

Plusieurs de ces facteurs continuent de stimuler la croissance, mais un manque persistant d'industrialisation constitue un obstacle pour les économies Africaines qui restent largement tributaires de secteurs tels que l'agriculture et les produits non transformés qui ajoutent relativement peu de valeur. En moyenne, l'industrie génère 700 USD du produit intérieur

brut (PIB) par habitant en Afrique, soit moins d'un tiers du rendement en Amérique latine (2 500 USD du PIB par habitant) et à peine un cinquième de celui de l'Asie de l'Est (3 400 USD du PIB par habitant). Le PIB dans le secteur de l'industrie a une incidence sur le PIB global, dans la mesure où la productivité industrielle tire la productivité dans d'autres secteurs.

En Afrique, l'industrialisation est une nécessité. En novembre 2015, les leaders mondiaux se sont réunis à New York et se sont entendus sur la nécessité de 'réaliser les infrastructures résilientes, promouvoir une industrialisation durable et encourager l'innovation', devenant ainsi l'un des Objectifs du Développement Durable (ODD 9). L'industrie a toujours joué un rôle vital dans le développement. Elle permet en effet d'accroître la valeur créée dans une économie en générant une activité tout le long de la chaîne de valeur, des matières premières jusqu'aux produits finis. Elle stimule la

African economies strongly rely on commodities, that account for more than 70% of Africa's exports

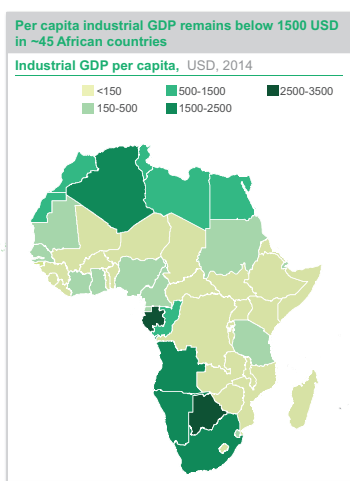
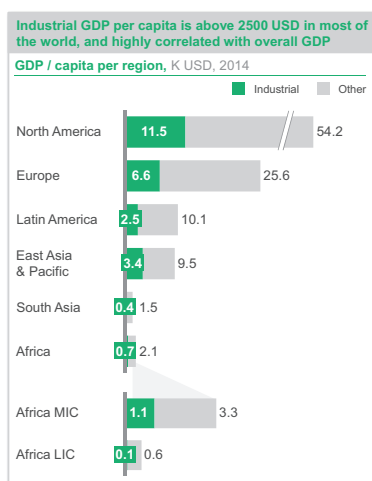


African economies strongly rely on commodities and mainly import manufactured goods

- Commodities goods makes up >70% of African exports (e.g., 58.6% fuel, 5.6% pearls, metal, stones, 4.2% ores, slag and ash)
- Manufactured goods account for >60% of imports (e.g., 11.7% machinery, 8.2% vehicles)

SOURCE: WTO 2014, ECA, Global Insight

In absolute levels, industrial GDP is highly correlated with overall GDP, and remains very low across Africa



1 Industry value added comprises value added in mining, manufacturing, construction, electricity, water, and gas (World Bank data)
SOURCE: World Bank data

productivité, à travers l'introduction de nouveaux équipements et de techniques de pointe, tout en renforçant les capacités de la main-d'œuvre et en diffusant des améliorations dans l'ensemble de l'économie. Elle génère des emplois dans le secteur formel, ce qui contribue à la stabilité sur le plan social. Elle améliore la balance commerciale en remplaçant les importations par la création des biens d'exportation. Ces avantages sont manifestes dans de nombreuses économies en cours d'industrialisation.

A titre d'exemple, le PIB industriel de la Turquie a enregistré une croissance de 121 % en cinq ans seulement, à la suite de l'accent particulier mis par ce pays sur l'industrialisation, tandis que la valeur de ses exportations passait de 27 milliards d'USD en 1998 à 152 milliards d'USD en 2012. De même, entre 1986 et 1990, le PIB industriel de la Malaisie a plus que doublé en quatre ans, après des investissements massifs effectués par ce pays dans le secteur de l'électronique qui fournit actuellement 21 % des emplois et 34 % des exportations.

Les pays Africain peuvent être tout aussi audacieux dans leurs ambitions. Les avantages de l'industrialisation sont à leur portée.

Que faudra-t-il pour «Industrialiser l'Afrique» ?

La transformation structurelle est un impératif pour assurer une croissance durable, inclusive et partagée en Afrique. Cela ne peut être possible sans l'industrialisation, qui facilitera le changement des activités à faible productivité en celle ayant une forte productivité, par exemple, de l'agriculture à l'agro-industrie, des ressources minérales brutes à des exportations de semi-transformés / ou transformés à forte valeur ajoutée, freinant ainsi le taux de chômage élevé et posant les bases d'une plus grande diversification des économies. Cette révolution industrielle doit être soutenue par les progrès technologiques, la réaffectation des nouveaux investissements vers les marchés émergents à haut rendement et en offrant à l'Afrique la possibilité de rattraper son retard de développement. Les parties prenantes de l'agenda de l'industrialisation du continent admettent que le PIB industriel devrait croître

en moyenne de 11,5% par an (ce qui correspond à une croissance cumulée de 130% en 2025) et le PIB par habitant devrait presque doubler à 4% par an. L'expérience d'autres économies industrialisées à travers le monde montre que l'Afrique peut réellement réaliser plus du double de son PIB industriel par habitant en augmentant sensiblement son PIB industriel au cours des dix prochaines années de 751 milliards USD à 1720 milliards USD. Cela permettrait à l'Afrique de relever son PIB continental à 5620 milliards USD et son PIB par habitant à 3,368 milliards USD en 2025.

Pour qu'il en soit ainsi, l'Afrique doit mettre en œuvre une politique industrielle complète et résolue, avec des ajustements au niveau des pays en fonction du contexte et des besoins locaux, politique qui reste alignée sur les objectifs de développement des pays. A cette fin, il faudra une vision et un engagement de la part des dirigeants politiques qui doivent bénéficier d'un appui sous forme d'assistance technique, de renforcement des capacités, de dialogue permanent et de services de conseil.

L'expérience à cet égard donne à penser que la création d'opportunités pour l'entreprenariat (tant pour ce qui est de la création d'entreprises nouvelles que pour ce qui est de l'expansion des entreprises existantes) constitue le plus important facteur d'industrialisation. Toutefois, à cette fin, l'Afrique doit s'appuyer sur l'expertise d'organisations telles que l'ONUDI et la CEA, ainsi que sur celle d'une plus vaste gamme d'acteurs tels que l'UA, les CER, les gouvernements des pays, les

AfDB Aspiration is:

Help raising the industrial GDP by 130% by 2025

So as to

Drive Africa overall GDP from USD 2200 Bn to 4 600 Bn

décideurs et les institutions de financement du développement.

Les enseignements tirés des expériences de l'ONUDI, de la CEA et d'autres organisations œuvrant en faveur du développement mettent en lumière les cinq principaux facteurs propices communs pour pratiquement tous les pays qui ont réussi à industrialiser leurs économies. Il s'agit des facteurs suivants :

- Cadre politique, législatif et institutionnel incitatif:
- Environnement et infrastructures économiques propices:
- Accès au capital:
- Accès aux marchés:
- Compétitivité des talents, capacités et esprit d'entreprise:

Dans les pays enregistrant des succès dans le domaine de l'industrialisation, ces catalyseurs ont systématiquement été intégrés dans toutes les politiques industrielles et ont permis aux entreprises, aussi bien les grandes que les petites entreprises, de se développer le long des chaînes de valeur de secteurs industriels choisis à fort potentiel. *Ces programmes sont à la portée des parties intéressées et peuvent être mis en œuvre en recourant aux leviers appropriés.*

Comment la Banque aidera-t-elle à «Industrialiser l'Afrique» ?

L'aspiration visant à plus que doubler le PIB de l'Afrique au cours des dix prochaines années ne peut pas être

réalisée grâce aux seuls efforts de la Banque. Pour industrialiser l'Afrique et enregistrer des progrès au titre de chacun des facteurs susmentionnés, il faudra des efforts conjugués et coordonnés d'une vaste gamme d'acteurs, tant du secteur public que du secteur privé.

La Banque œuvrera certes de concert avec les autres partenaires dans tous les programmes retenus, mais elle entend mettre un plus grand accent sur les domaines dans lesquels elle peut mieux tirer parti de son expérience, de ses capacités et de ses ressources financières pour soutenir les pays, en jouant le rôle de chef de file pour une série de ces programmes regroupés en six programmes phares qui sont au centre des priorités de la Banque pour ce qui est de la haute priorité «Industrialiser l'Afrique». Il s'agit des programmes phares suivants :

Pour apporter sa contribution à ces programmes, la Banque relèvera le niveau de ses financements en faveur du secteur privé au cours de la prochaine décennie.

Quels sont les mécanismes et modalités de mise en œuvre ?

A travers l'établissement d'un partenariat avec l'ONUDI, la CEA, l'UA et les CER, la Banque veillera activement à la fourniture d'un appui aux gouvernements dans l'élaboration de leurs politiques industrielles nationales, l'identification des secteurs porteurs pour le développement industriel ainsi que la fourniture d'analyses des chaînes de valeur, d'une assistance technique et d'un certain degré d'appui opérationnel.

Leviers	Programmes phares	Description
Des politiques, des législations et des institutions adaptées	Promouvoir des politiques industrielles gagnantes 1	Fournir des services de conseil et une assistance technique aux gouvernements (cadre institutionnel et réglementaire, mise en œuvre et suivi) et le financement des principaux projets de PPP
Un environnement économique et des infrastructures adéquats	Attirer des financements vers les projets industriels et d'infrastructure 2	Augmenter et à orienter les financements vers des programmes permettant d'accroître le PIB (projets d'infrastructure et d'industrialisation menés par des opérateurs publics et privés) Augmenter ses propres investissements, y compris en utilisant les fonds sous sa gestion Attirer des financements émanant d'autres partenaires en tant qu'investisseur stratégique ou chef de file
Accès aux capitaux	Créer des marchés de capitaux liquides et efficaces 3	Améliorer l'accès au finance de marché pour des entreprises africaines Fournir des conseils les gouvernements, les bourses et les organismes de réglementation sur la mise en place de marchés de capitaux liquides Investir directement dans les marchés de capitaux pour accroître la liquidité
Des ressources humaines, des capacités et un réseau d'entrepreneurs compétitifs	Promouvoir et stimuler le développement des entreprises 4	Favoriser le développement des entreprises (grandes, petites et moyennes), Accroître les investissements et les financements destinés à être prêtés aux PME Assistance technique pour renforcer les entités ciblant les PME Établir des liens entre les PME et des projets/entreprises implantées dans les pays et former un vivier de talents solide
	Promouvoir des partenariats stratégiques en Afrique 5	Mettre les entreprises et les grands projets africains en relation avec des partenaires et des investisseurs éventuels, par le biais d'activités promotionnelles, notamment le Forum sur l'investissement en Afrique Facilitation et gestion des relations avec les investisseurs (p. ex. les négociations de contrat)
Accès aux marchés	Mettre en place des pôles industriels sur l'ensemble du continent 6	Aider les gouvernements à mettre en place des pôles industriels performants à travers l'Afrique, à travers l'assistance technique et la fourniture de financements pour la mise en œuvre et le suivi

1 Chef de file 2 Pôles industriels, notamment les zones économiques spéciales 3 Petites et moyennes entreprises

La Banque veillera par ailleurs à la facilitation du dialogue entre les pouvoirs publics et le secteur privé en vue de promouvoir la coordination entre tous les acteurs de l'industrialisation. Compte tenu des liens avec les programmes ciblés par la Stratégie du Groupe de la Banque pour l'industrialisation de l'Afrique, la Banque utilisera ses ressources de manière optimale, afin de réaliser les ambitions de cet agenda dans le cadre de l'approche Une seule Banque.

A cet égard, les principales initiatives que lance la Banque au titre des cinq hautes priorités (High 5s) auront un impact positif sur l'environnement économique et les infrastructures, ainsi que sur l'accès aux marchés et l'accès aux talents et capacités, ce qui devrait contribuer à la promotion de l'industrialisation.

Pour mettre en œuvre les six programmes phares de la haute priorité «Industrialiser l'Afrique», la Banque doit mobiliser un certain nombre de financements, de ressources humaines et de mécanismes liés aux infrastructures matérielles et immatérielles. Au cours des dix prochaines années, la Banque augmentera ses financements pour mettre en œuvre les six programmes d'industrialisation.

Pour accroître les financements et les acheminer vers les projets d'industrialisation phares, le Groupe de la Banque mettra à l'échelle ses propres investissements, y compris en recourant aux fonds qu'il gère, en vue d'attirer des financements d'autres acteurs, agissant dans chaque cas en tant qu'investisseur stratégique ou en tant qu'arrangeur chef de file. Par ailleurs, la Banque développera ses propres capacités à piloter les activités de mobilisation des financements, par exemple en jouant le rôle d'arrangeur chef de file, à travers l'amélioration des processus et l'acquisition des talents appropriés, tout en relevant le niveau de sa participation passive aux activités de cofinancement.

En un mot, «Industrialiser l'Afrique» représente une vision audacieuse et une stratégie ambitieuse, à même de concourir à la transformation du continent. La Banque entend résolument jouer un rôle de premier plan dans la concrétisation de cette vision, agissant en tant que facilitateur pour obtenir l'appui des gouvernements et d'autres institutions de financement du développement (IFD), en plus d'œuvrer de concert avec le secteur privé à la concrétisation de cette vision, entreprise après entreprise, et à l'échelle continentale.



SOURCE : Analyse de l'équipe

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
Rue Joseph Anoma 01 BP 1387 Abidjan 01 (Côte d'Ivoire)
Tel: +225 20 26 16 42 – Fax +225 20 21 31 00
E-mail : industrialiseafrica@afdb.org, Web : www.afdb.org

April 2017

The High 5 for transforming Africa Le Top 5 pour transformer l'Afrique



The High 5 agenda – five priority actions for the Africa Development Bank and for Africa - is the AfDB's channel for focusing and scaling up its 2013-2022 Ten Year Strategy, to bring about the social and economic transformation of Africa.

The High 5s are designed to deliver the twin objectives of the Ten Year Strategy: inclusive growth that is shared by all; and the gradual transition to green growth. The High 5s are: Light up and power Africa; Feed Africa; Industrialise Africa; Integrate Africa; Improve the quality of life for the people of Africa.

Le Top 5, c'est-à-dire les cinq actions prioritaires pour la Banque africaine de développement et pour l'Afrique, constituent le moyen utilisé par la BAD pour concentrer et étendre la mise en œuvre de sa Stratégie décennale pour la période 2013-2022 visant à transformer l'Afrique sur le plan social et économique.

Le Top 5 a pour but de réaliser le double objectif de la stratégie décennale : une croissance inclusive partagée par tous ; et la transition progressive vers une croissance verte. Le Top 5 est constitué des priorités suivantes : Éclairer et électrifier l'Afrique ; Nourrir l'Afrique ; Industrialiser l'Afrique ; Intégrer l'Afrique ; Améliorer la qualité de vie des Africains.

Intégration de l'Afrique

CRÉER LE PROCHAIN MARCHÉ GLOBAL



Le défi

L'intégration régionale est une priorité de développement pour l'Afrique. Tous les Africains, non seulement les responsables politiques et les décideurs, ont un rôle à jouer pour que l'intégration devienne une réalité pour le continent. Les défis de l'intégration régionale en Afrique sont bien connus. Le niveau des échanges intra-africains est le plus faible du monde – environ 15 % contre 54 % dans la Zone de libre-échange de l'Amérique du Nord, 70 % au sein de l'Union européenne et 60 % en Asie. La configuration géographique du continent rend les relations entre les communautés, les pays et même des régions entières particulièrement difficiles.

Ces difficultés sont liées en grande partie à la faible intégration des marchés régionaux pour les services d'infrastructure, notamment l'électricité, les transports, l'eau et l'assainissement. La lourdeur des procédures administratives et des cadres réglementaires, ainsi que l'importance des barrières non tarifaires constituent autant de défis que complique davantage la faiblesse des communautés économiques régionales (CER) qui manquent de capacités et qui ne sont pas suffisamment structurées pour effectuer ou attirer les investissements régionaux nécessaires. Ces insuffisances sont particulièrement perceptibles dans les États fragiles qui

ont plus à gagner d'une plus forte intégration. Bon nombre de gouvernements de ces pays n'ont pas non plus suffisamment collaboré avec le secteur privé ou d'autres partenaires pour développer et améliorer les infrastructures régionales ; réformer les politiques en matière d'industrie qui conviennent le mieux aux capacités productives des pays africains (par exemple à l'agriculture et à la sécurité alimentaire) ; et appliquer intégralement les protocoles des CER que les gouvernements ont signés.

Les données ci-dessous font ressortir un certain nombre de défis que l'initiative « Intégrer l'Afrique » est appelée à relever :

- en 2015, l'Union africaine indiquait dans un rapport que le déficit régional des infrastructures physiques représentait une perte de 2 points de pourcentage des opportunités de croissances pour le continent ;
- la part de l'Afrique dans le commerce mondial est estimée à 3 % ;
- seulement 13 pays sur 54 offrent des facilités d'accès libérales (exemption de visas ou délivrance de visas à l'arrivée) pour l'ensemble des citoyens africains ;
- les Africains ont besoin de visas pour se rendre dans 55 % des autres pays.

Volume modeste des échanges intra-africains



Obstacles aux échanges intra-africains

- Manque d'infrastructures
- Lourdeur des procédures administratives et des cadres réglementaires
- Importance des barrières commerciales non tarifaires
- Faiblesse des capacités des communautés économiques régionales

- Accélérer le développement des projets régionaux d'électricité dans le cadre de l'Initiative « Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie électrique »
- Appuyer le développement des corridors de transport à travers le programme d'infrastructure
- Aider à intégrer les marchés africains en soutenant le développement des zones industrielles régionales et des systèmes de normes régionaux
- Appuyer les programmes transfrontaliers, y compris le développement des bassins comme le Lac Tchad et le Bassin du Niger
- Aider à la lutte contre les maladies animales transfrontalières dans le cadre de la promotion des chaînes de valeur des produits de base, notamment le lait et la viande de bœuf.



Dépenses de consommation en Afrique : 680 milliards d'USD en 2010, qui devraient progresser pour atteindre 1 000 milliards d'USD en 2020 et accroître la demande de biens de consommation ainsi que l'énorme potentiel du commerce intra-régional. La tendance des investissements intra-africains est à la hausse : de 10 milliards d'USD environ en 2000, ils sont passés à près de 55 milliards d'USD en 2015.



La réponse

En 2014, le Conseil d'administration de la Banque a approuvé la nouvelle Politique et stratégie d'intégration régionale 2014-2015 (PSIR) afin de relever ces défis. La Banque s'est employée à résoudre les problèmes évoqués et à renforcer ses opérations régionales. À cet égard, elle continue de jouer le rôle de chef de file dans plusieurs projets à l'échelle des régions et du continent, ciblant les infrastructures matérielles et immatérielles (par exemple l'infrastructure commerciale et la facilitation des échanges, et l'interconnexion de réseaux électriques). Ces projets s'inscrivent pour la plupart dans le cadre d'initiatives continentales comme i) la Zone de libre-échange continentale (ZLEC), l'Agenda 2063, ii) le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP), iii) le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), et iv) le Plan d'action pour promouvoir le commerce inter-africain (BIAT).

La Banque a amélioré son appui à l'infrastructure immatérielle en renforçant les capacités de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (NPCA) ainsi que le Processus tripartite. Elle a mis au point un système d'indicateurs pour mesurer l'intégration régionale. La Banque a également élaboré un cadre de facilitation du transport et du commerce ainsi que des produits du savoir pour le développement des chaînes de valeur, l'application des normes, la banque par téléphone mobile, les flux d'investissement

internationaux et l'intégration financière régionale. Grâce au fonds de lancement du gouvernement canadien, la Banque a créé le Fonds africain pour le commerce pour financer le renforcement des capacités.

La priorité « Intégrer l'Afrique » sera prise en compte dans les autres grandes priorités stratégiques (Top 5) et la Banque va procéder à la mise en œuvre accélérée du programme continental de l'intégration régionale pour lequel plusieurs des programmes convenus sont déjà en place.

Le rôle de la Banque africaine de développement

En dépit des difficultés, l'Afrique ne tarit pas d'opportunités, et l'intégration permettra de libérer pleinement le potentiel du continent pour en faire le nouvel eldorado de l'investissement dans le monde en développement.

La vision du Groupe de la Banque telle que définie dans la Stratégie décennale (SD) 2013-2023 est celle d'un continent stable, intégré et riche de la diversité de ses économies compétitives, viables, en pleine croissance, participant pleinement aux échanges et investissements mondiaux. Le but de la Politique et stratégie d'intégration régionale (PSIR) est d'aider à concrétiser cette vision.

Pour être le chef de file dans la gestion du processus d'intégration, la Banque a un rôle majeur à jouer dans l'appui à la mobilisation des ressources pour la préparation et la mise en œuvre des projets. La Banque va promouvoir les partenariats public-privés (PPP) dans le développement des infrastructures – partant de la planification, la conception, la préparation et la construction aux opérations, à la gestion et au suivi. Ces partenariats aideront à réduire la charge financière des gouvernements dans les infrastructures régionales, offriront l'expertise nécessaire et garantiront le bon fonctionnement de

l'infrastructure. Dans le même temps, la Banque encouragera les pays à adopter des cadres ou principes internationaux pour orienter le secteur privé (PSP) dans le développement des infrastructures. Elle surveillera également la mise en œuvre des projets qu'elle finance et promouvra les meilleures pratiques.

Dans l'ensemble, la Banque vise à créer des marchés plus vastes et plus attractifs, à relier les pays enclavés aux marchés régionaux et internationaux et à aider le Commerce intra-africain à promouvoir le développement du continent (SD, PSIR, Top 5).

“ L'intégration régionale est une condition essentielle à l'expansion de nos marchés. Nous devons intégrer l'Afrique - grandir ensemble, et nous développer ensemble. Notre destin commun est lié à l'élimination des barrières qui nous séparent”

Président de la BAD, Akinwumi Adesina.



BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Rue Joseph Anoma 01 BP 1387 Abidjan 01 (Côte d'Ivoire)

Tel: +225 20 26 44 44 – Fax +225 20 21 31 00

Web: www.afdb.org

Mai 2016

The High 5 for transforming Africa Le Top 5 pour transformer l'Afrique



The High 5 agenda – five priority actions for the Africa Development Bank and for Africa - is the AfDB's channel for focusing and scaling up its 2013-2022 Ten Year Strategy, to bring about the social and economic transformation of Africa.

The High 5s are designed to deliver the twin objectives of the Ten Year Strategy: inclusive growth that is shared by all; and the gradual transition to green growth.

The High 5s are: Light up and power Africa; Feed Africa; Industrialise Africa; Integrate Africa; Improve the quality of life for the people of Africa.

Le Top 5, c'est-à-dire les cinq actions prioritaires pour la Banque africaine de développement et pour l'Afrique, constituent le moyen utilisé par la BAD pour concentrer et étendre la mise en œuvre de sa Stratégie décennale pour la période 2013-2022 visant à transformer l'Afrique sur le plan social et économique.

Le Top 5 a pour but de réaliser le double objectif de la stratégie décennale : une croissance inclusive partagée par tous ; et la transition progressive vers une croissance verte.

Le Top 5 est constitué des priorités suivantes : Éclairer et électrifier l'Afrique ; Nourrir l'Afrique ; Industrialiser l'Afrique ; Intégrer l'Afrique ; Améliorer la qualité de vie des Africains.

Des emplois pour les jeunes en Afrique



Pourquoi « des emplois pour les jeunes en Afrique » ?

Les jeunes sont le plus grand atout de l'Afrique. La population du continent s'élève à 1,2 milliard d'habitants et, selon les prévisions, elle aura plus que doubler d'ici 2050, et représentera un quart de la population mondiale. L'Afrique restera la région la plus jeune du monde, l'âge médian de sa population étant de moins de 25 ans. Si elle est convenablement exploitée, cette population active croissante pourrait donner une forte impulsion à la transformation économique de l'Afrique.

Cependant, les débouchés économiques sont loin d'être sûrs et certaines pour la majorité des jeunes. Sur les 420 millions de jeunes âgés de 15 à 35 ans en Afrique aujourd'hui, la plupart sont au chômage, découragés, ou occupent des emplois précaires. Le taux de chômage des jeunes est environ deux fois plus élevé que celui des adultes, avec des écarts importants entre pays africains.

Le défi est multiforme. Chaque année, trois millions d'emplois formels seulement sont créés pour dix à douze millions de jeunes qui entrent sur le marché du travail. L'absence d'emplois rémunérés pousse les jeunes à intégrer le secteur informel, où les emplois sont généralement moins stables et où le niveau de revenus potentiels est plus bas. Les femmes à la recherche d'emplois formels et informels sont particulièrement touchées et ont encore plus de mal à accéder aux opportunités qui se présentent : 35 % des jeunes femmes n'exercent aucun emploi et ne suivent aucune formation (NEET), contre seulement 20 % des hommes.

Les jeunes des États fragiles font face à d'autres défis encore, leurs possibilités économiques étant réduites par l'instabilité et le manque de capacités institutionnelles. Les coûts du chômage sont omniprésents et élevés. Les longues périodes

de chômage ou d'emploi vulnérable chez les jeunes réduisent en permanence le potentiel productif et les revenus, et les personnes à faible revenu ont un accès limité aux services de santé et d'éducation. Les possibilités économiques réduites peuvent aussi alimenter les conflits et l'instabilité : 40 % des personnes qui se joignent à des mouvements rebelles dans le monde entier le font, faute d'emplois.

Elles poussent aussi les populations africaines à l'exode. En 2015, le pourcentage de migrants internationaux nés en Afrique était de 14 %. En outre, le nombre de migrants en provenance d'Afrique a augmenté de 2,7 % par an, entre 2000 et 2015. Le chômage des jeunes traduit, par-dessus tout, l'incapacité à tirer parti de l'un des plus grands atouts du continent : sa population nombreuse et croissante de jeunes plein de talents.

L'amélioration de la qualité de vie aujourd'hui et la réalisation de la croissance inclusive pour poursuivre ces améliorations à l'avenir dépendent ainsi de la capacité à relever le défi de l'emploi chez les jeunes.



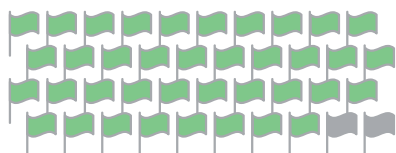
VOIX DES JEUNES

« Quand vous décrochez un stage, la première chose qu'ils vous disent, c'est d'oublier tout ce que vous avez appris à l'école. Une université ne veut rien dire dans la vraie vie. »

- Rose, Rwanda

1,2Mrd D'HABITANTS
EN AFRIQUE

420M DE JEUNES
DE 15 À 35 ANS



36 DES 40 PAYS
LES PLUS JEUNES
SONT EN AFRIQUE



VOIX DES JEUNES

« Les TIC à l'école ne sont qu'élémentaires et ne favorisent en rien la créativité, ces cours ne sont pas pratiques »
- Hassan, Égypte

**10 À 12M DE JEUNES ENTRENT DANS
LE MARCHÉ DU TRAVAIL CHAQUE ANNÉE,
3M SEULEMENT TROUVENT DU TRAVAIL FORMEL**



LES JEUNES EN AFRIQUE PEINENT À TROUVER DU TRAVAIL *

Chômage des jeunes
par pays en 2013 (%)



* OIT, « Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde – Tendances 2015 »

Qu'entend-on par « des emplois pour les jeunes en Afrique » ?

L'initiative « Des emplois pour les jeunes en Afrique » (Jobs for Youth in Africa) est une action porteuse de transformation qui vise à s'attaquer au défi de l'emploi des jeunes sur le continent. Elle entend élargir les possibilités d'emploi, renforcer le capital humain et établir des liens durables avec le marché du travail. Cette initiative vise à créer 25 millions d'emplois et à produire un impact sur 50 millions de jeunes au cours de la prochaine décennie.

L'initiative « Des emplois pour les jeunes en Afrique » fait appel à la collaboration entre la Banque africaine de développement et des partenaires clés dans les secteurs public et privé à travers l'Afrique. La Banque africaine de développement occupe une position unique pour réaliser ce programme.

Son engagement dans les pays membres régionaux permet de s'assurer que le programme est en harmonie avec les priorités des pays et les besoins des jeunes Africains.

La BAD dispose également d'instruments de programmation, de financement et de recherche - ainsi que du pouvoir de réunir des acteurs clés pour coordonner l'action. Les partenaires seront mis à contribution aux niveaux national, régional et continental, et comprendront les gouvernements africains, des entreprises du secteur privé, des organisations de la société civile et des organismes régionaux.

Certes l'initiative s'inspire d'autres actions de création d'emplois pour les jeunes et des enseignements qui en découlent, mais elle est unique en ce qu'elle adopte une approche écosystémique. Elle aborde les problèmes liés à l'emploi des jeunes dans le domaine de l'offre, de la demande et de l'établissement de liens ; déploie tout une panoplie d'interventions en matière de politiques, de recherche, de programmation et d'investissement ; et s'emploie à nouer de nombreux partenariats. L'Initiative accorde également une attention particulière aux jeunes femmes et aux jeunes dans les États fragiles.

Cette orientation permettra à l'initiative « Des emplois pour les jeunes en Afrique » d'apporter de la cohérence et de donner une plus grande ampleur à l'emploi des jeunes et aux efforts visant à encourager l'esprit d'entreprise à travers le continent.

AU COURS DE LA PROCHAINE DÉCENNIE, L'INITIATIVE « DES EMPLOIS POUR LES JEUNES EN AFRIQUE »...

CRÉERA
25M
DE NOUVEAUX
EMPLOIS



IMPACTERA
50M
DE JEUNES





Voix des jeunes

« Pour qu'un programme d'apprentissage industriel soit efficace, il doit être offert avant le délai des demandes d'admission à l'université pour attirer les étudiants dès le début avant qu'ils n'entrent à l'université »

- Grace, Nigeria

Voix des jeunes

« La formation en agro-industrie est vraiment passionnante et nécessaire. Pour être efficace, elle doit mettre l'emphasis sur la modernisation des techniques agricoles et le développement des coopératives. »

- Rosine, Côte d'Ivoire

Comment l'initiative « des emplois pour les jeunes en Afrique » réalisera-t-elle cette ambition ?



INTEGRATION

Les activités d'intégration apportent un volet « emploi des jeunes » dans les systèmes de la Banque et dans l'engagement de celle-ci avec les pays membres régionaux :

- 1** Renforcer la capacité de la Banque à aborder l'emploi et la création d'emplois en incorporant les aspects liés à l'emploi des jeunes dans les systèmes de suivi et d'évaluation, les documents de planification de la Banque, et dans les projets de la Banque qui présentent un fort potentiel d'emploi.
- 2** Aider les pays à travers l'Afrique en adoptant des politiques et en créant des institutions favorables à l'emploi en attribuant à l'emploi des jeunes une meilleure hiérarchie dans les processus de planification stratégique, en guidant les décideurs, et en fournissant une assistance financière et technique à la réforme des politiques et au renforcement des capacités.



INNOVATION

Les activités d'innovation passent par un processus d'incubation, évaluent et mettent à l'échelle des politiques et des interventions prometteuses :

- 3** Lancer des programmes phares à travers le continent : les modèles de programmes axés sur la création de MPME et le développement des compétences dans des secteurs hautement prioritaires seront adaptés aux contextes nationaux, mis en œuvre en partenariat avec le secteur privé, évalués, raffinés et mis à l'échelle.

Trois programmes dans l'agriculture :

- Créer de nouvelles micro-entreprises rurales,
- Équiper les jeunes qualifiés pour leur permettre de démarrer de plus grandes entreprises agroalimentaires, et
- Fournir les ressources humaines nécessaires à l'agro-industrialisation.

Deux programmes dans le secteur des TIC :

- Renforcer la culture numérique et la pensée informatique dans les écoles secondaires, et
- Mettre sur pied des académies de codage qui enseigneront des compétences allant de la conception numérique de base aux langages de programmation avancée.



Un programme dans le secteur de l'industrie :

- Mettre sur pied des zones d'amélioration des compétences à proximité des groupements industriels afin de former les travailleurs pour des postes à temps plein avec les employeurs dans ces groupements.
- 4 Créer un indice de l'emploi des jeunes pour mesurer les politiques habilitantes et les résultats en termes d'emploi des jeunes dans les pays au fil du temps.
 - 5 Mettre en place un laboratoire d'innovation et d'information qui infusera de nouvelles idées, appuiera les entrepreneurs et mènera des recherches de pointe.
 - 6 Lancer une série de Prix Défi du secteur privé qui offriront des récompenses financières et inciteront les acteurs du secteur privé à élaborer des solutions à fort impact et axées sur le marché pour relever les défis auxquels sont confrontés l'emploi et les entreprises.



INVESTISSEMENT

La Facilité pour l'emploi des jeunes en Afrique

- 7 La Facilité pour l'emploi des jeunes en Afrique serait le véhicule principal du secteur public pour le financement de l'initiative « Des emplois pour les jeunes en Afrique ». Cette enveloppe

budgétaire se composera d'engagements financiers de la Banque et de bailleurs de fonds externes, y compris des accords de cofinancement directs avec les bailleurs de fonds externes pour des activités spécifiques, et l'utilisation des fonds et des facilités existantes de la Banque. La BAD fera appel à des partenariats pour les activités qui ont une proposition à forte valeur ajoutée au-delà de la Banque, notamment : les programmes phares, d'autres projets qui intègrent l'emploi des jeunes, l'Indice de l'emploi des jeunes, le Laboratoire d'innovation et d'information, l'appui politique aux PMR, et les défis en matière d'emploi que rencontre le secteur privé et qui sont liés aux bénéfices financiers.

Surmonter les contraintes de capitaux privés qui font obstacle à l'investissement

Ce volet comprend des activités bien ciblées qui catalyseront les investissements du secteur privé afin de stimuler l'écosystème de l'emploi et de l'entrepreneuriat en :

- 8 Réduisant les risques liés au financement en fournissant des garanties aux établissements financiers qui sont chargés de rétrocéder des prêts à des PME, et en appuyant des programmes de prêts pour étudiants afin d'accroître le volume de prêts octroyés à ces derniers.
- 9 Élargissant l'accès au capital en investissant dans le Boost Africa Investment Fund, en octroyant des lignes de crédit aux institutions financières en vue de leur rétrocession à des PME, et en investissant directement dans des entreprises créatrices d'emplois pour les jeunes.

Comment les partenaires peuvent-ils intervenir ?

La Banque africaine de développement appelle les partenaires de développement, le secteur privé, les fondations et toutes les parties prenantes de l'Afrique à y participer. L'initiative « Des emplois pour les jeunes en Afrique » offre aux partenaires intéressés des opportunités taillées sur mesure dans :

La production de connaissances

et l'incubation d'idées : les instituts de recherche, les établissements universitaires et les réseaux d'entreprises, entre autres, peuvent partager les meilleures pratiques, constituer une base de données sur les interventions prometteuses, et infuser conjointement de nouvelles solutions prometteuses.

Voix des jeunes

« Les programmes de formation professionnelle ne sont utiles que s'ils sont étroitement liés à un engagement ferme des employeurs de leur offrir des emplois, sinon les jeunes ne sont jamais attirés par ces programmes. »
- Diana, Rwanda

La conception et la mise en œuvre des programmes :

les institutions privées et publiques et les organisations de la société civile peuvent apporter une contribution à la conception des programmes et appuyer la mise en œuvre des principales activités.

L'établissement de liens :

les employeurs du secteur privé peuvent collaborer sur des programmes spécifiques, faire croître la main-d'œuvre qualifiée et contribuer à l'essor de leurs entreprises.

Le financement :

les institutions publiques, privées et philanthropiques peuvent mettre en commun des ressources pour coordonner les efforts et optimiser l'impact. Ces partenariats permettront à l'initiative « Des emplois pour les jeunes en Afrique » de réaliser ses ambitions et de donner aux jeunes sur tout le continent les outils nécessaires pour leur permettre de réaliser leur plein potentiel économique.



LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

La Banque africaine de développement a pour but de contribuer au développement économique durable et au progrès social par le biais d'investissements dans ses pays membres régionaux, de conseils stratégiques et d'une assistance technique. Son rôle historique sur l'emploi des jeunes comprend le lancement de l'Initiative conjointe pour l'emploi des jeunes en Afrique, une collaboration entre la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et l'Organisation internationale du Travail. La Banque africaine de développement dispose d'un vaste portefeuille de projets liés à l'emploi. Ceux-ci comprennent plus de 1,6 milliard de dollars d'investissements dans l'éducation au cours de la dernière décennie, dont 34 % consacrés à l'enseignement technique et à la formation professionnelle, ainsi qu'un appui budgétaire pour la réforme des politiques - comme le Programme pour les compétences, l'employabilité et l'entrepreneuriat du Rwanda, qui est axé sur la réduction de l'inadéquation des compétences sur le marché du travail. La Banque africaine de développement soutient également l'esprit d'entreprise, notamment par le biais du Programme PME pour l'Afrique et de Souk At-Tanmia, un partenariat avec les organismes des Nations Unies, des acteurs du secteur privé, des donateurs et les organisations de la société civile visant à fournir des dons et une assistance technique aux entrepreneurs en Tunisie. Dans le cadre du programme, 61 jeunes entrepreneurs ont reçu un financement et un encadrement pour démarrer ou faire croître leurs entreprises, avec environ quatre emplois créés par bénéficiaire. La Banque africaine de développement est aussi membre du partenariat mondial Let's Work consacré à l'emploi.

<http://www.afdb.org/en/the-high-5/improve-the-quality-of-life-for-the-people-of-africa/>

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Rue Joseph Anoma 01 BP 1387 Abidjan 01 (Côte D'Ivoire)

Tel : +225 20 26 44 44 – Fax : +225 20 21 31 00

Pour participer à l'initiative « Des emplois pour les jeunes en Afrique », veuillez contacter :

Sunita Pitamber : s.pitamber@afdb.org

Ginette Nzau-Muteta : m.nzau@afdb.org

Rosemond Offei-awuku : r.offei.awuku@afdb.org

Issahaku Budali : i.budali@afdb.org

Jerome Berndt : j.berndt@afdb.org

Voix des jeunes :

- « Quand vous décrochez un stage, la première chose qu'ils vous disent, c'est d'oublier tout ce que vous avez appris à l'école. Une université ne veut rien dire dans la vraie vie. » - Rose, Rwanda
- « Les TIC à l'école ne sont qu'élémentaires et ne favorisent en rien la créativité, ces cours ne sont pas pratiques » - Hasan, Égypte
- « La formation en agro-industrie est vraiment passionnante et nécessaire. Pour être efficace, elle doit mettre l'accent sur la modernisation des techniques agricoles et le développement des coopératives. » - Rosine, Côte d'Ivoire
- « Pour qu'un programme d'apprentissage industriel soit efficace, il doit être offert avant le délai des demandes d'admission à l'université pour attirer les étudiants dès le début avant qu'ils n'entrent à l'université » - Grace, Nigeria
- « Les programmes de formation professionnelle ne sont utiles que s'ils sont étroitement liés à un engagement ferme des employeurs de leur offrir des emplois, sinon les jeunes ne sont jamais attirés par ces programmes. » - Diana, Rwanda

The High 5 for transforming Africa Le Top 5 pour transformer l'Afrique



The High 5 agenda – five priority actions for the African Development Bank and for Africa – is the AfDB's channel for focusing and scaling up its 2013-2022 Ten Year Strategy, to bring about the social and economic transformation of Africa.

The High 5s are designed to deliver the twin objectives of the Ten Year Strategy: inclusive growth that is shared by all; and the gradual transition to green growth.

The High 5s are: Light up and power Africa; Feed Africa; Industrialise Africa; Integrate Africa; Improve the quality of life for the people of Africa.

Le Top 5, c'est-à-dire les cinq actions prioritaires pour la Banque africaine de développement et pour l'Afrique, constituent le moyen utilisé par la BAD pour concentrer et étendre la mise en œuvre de sa Stratégie décennale pour la période 2013-2022 visant à transformer l'Afrique sur le plan social et économique.

Le Top 5 a pour but de réaliser le double objectif de la stratégie décennale : une croissance inclusive partagée par tous ; et la transition progressive vers une croissance verte.

Le Top 5 est constitué des priorités suivantes : Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie ; Nourrir l'Afrique ; Industrialiser l'Afrique ; Intégrer l'Afrique ; Améliorer la qualité de vie des Africains.